

T 2137 - 701 - 10,00 F



hebdo

DOSSIER « ÉLECTIONS »  
LUTTE OUVRIÈRE

ERATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°701 JEUDI 31 MARS 1988 10,00 F

# Libertaire



## UN VIRUS QUI FAIT RAGE LA TONTONMANIA

*Des milliers de victimes,  
aussi bien à gauche  
qu'à droite. Amnésie,  
idolâtrie et social-démocratie  
frappent les tontonmaniacs.  
A quand un vaccin ?*



D'hier  
à aujourd'hui,  
un dessinateur  
qui croque  
les beaufs.  
Témoignage  
de Cabu.

PAGE 10

### COLOMBIE

Elimination  
systématique  
des opposants,  
une terreur  
qui ne dit pas  
son nom.

PAGE 9

### YOUGOSLAVIE

Echange cogestion  
étatique  
contre gestion  
capitaliste.

PAGE 8

### ARGUMENT

Quels objectifs  
pour les chômeurs  
et les précaires :  
revenu minimum  
garanti  
et travail  
pour tous.

PAGE 6

F° P 2520

# communiqués communiqués éditions

- **BRIANÇON**  
Une liaison de la Fédération anarchiste est en formation sur Briançon, les anarchistes de la région désirant prendre contact avec la liaison peuvent écrire aux Relations Intérieures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, qui transmettront.
- **ANNECY**  
Un individuel d'Annecy vous informe qu'une liaison est en formation dans cette ville. Il invite toutes les personnes intéressées à entrer en contact avec lui par l'intermédiaire des Relations Intérieures.
- **CHARTRES**  
Le groupe libertaire Georges-Cochon de Chartres tiendra une permanence à partir d'avril. Cette permanence aura lieu le 2<sup>e</sup> mercredi de chaque mois au Cercle des sociétés, 6, rue Noël-Parfait à Chartres, de 20 h 30 à 22 h 30.

- **TOULON**  
Le groupe région toulonnaise organise, vendredi 15 avril à 20 h 30, à la salle Mozart, à Toulon un meeting anti-électoral : « Agir au lieu d'élire », avec Yves Peyraut (animateur à Radio-Libertaire). Il y aura une table de presse.
- **AUBENAS**  
Le groupe d'Aubenas organise un meeting anti-électoral sur le thème « Agir au lieu d'élire », le jeudi 14 avril à 20 h 30, salle Marcel-Gimond, au Château d'Aubenas, avec la participation d'Yves Peyraut (animateur à Radio-Libertaire).
- **PERPIGNAN**  
Le groupe Puig-Antich organise une réunion-débat autour du thème : « Les politiciens, l'électoratisme, le consensus social... trois bonnes raisons de s'abstenir ! » C'est dans le cadre de la campagne anti-électorale de la Fédération anarchiste, que le groupe de Perpignan proposera, le vendredi 1<sup>er</sup> avril à 21 h, au Cinématographe la projection du film de J.-P. Mocky, « L'Albatros », et le court-métrage de P. Mugl, « L'école des chefs ». Le débat qui suivra sera animé par Alain Duthilleul, un compagnon du secrétariat de la F.A.

- **AFFICHES**  
Deux nouvelles affiches viennent de paraître. Elles sont disponibles à la librairie du Monde libertaire aux prix de 5 F l'unité ; de 1,20 F à partir de 10 exemplaires ; et de 1 F à partir de 50 exemplaires.

**Permanence du secrétariat aux relations intérieures :**  
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amelot, 75011 Paris (M<sup>o</sup> République)  
Tél : (16.1) 48.05.34.08

## sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Politique : La candidature de Mitterrand, Editorial — PAGE 4, Luttons : Grève à la R.A.T.P., Chômeurs et précaires dans la rue, La manifestation du 23 mars à Tours, Manifestation de la C.G.T., En bref — PAGE 5, Société : Les revendications de la Confédération paysanne, Manifestation d'agriculteurs, L'Etang de Berre — PAGE 6, Société : Répression des lieux de vie, Du travail pour tous, Nom de Dieu, Un syndicat lycéen est né — PAGE 7, Société : Prisons, Superphénix, Nouvelles du front — PAGE 8, Dans le monde : Yougoslavie, Nicaragua, Irlande — PAGE 9, Informations internationales : La Colombie assassinée, Italie, Espagne — PAGE 10, Social : Mai 68 : témoignage de Cabu — PAGE 11, Expressions : Au Palais de Tokyo, Notes de lecture, « Zéro », Un an d'émission en langue chinoise sur Radio-Libertaire, Programmes de Radio-Libertaire — PAGE 12, Politique : Réfutation des arguments électoralistes de Lutte ouvrière.

- **TOULOUSE**  
Le groupe Albert-Camus de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat sur le thème « Agir au lieu d'élire, les anarchistes et les élections », le samedi 2 avril à 21 h, au C.I.D.E.S., 1, rue Joux-Aigues. La soirée sera animée, entre autres, par Alain Duthilleul.
- **PARIS**  
Le groupe Paris XV<sup>e</sup> de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat sur le thème « Agir au lieu d'élire », le mercredi 13 avril à 20 h, salle du Patronage laïc, 72, avenue Félix-Faure, Paris XV<sup>e</sup> (métro Boucicaut ou Lourmel). Entrée libre.
- **SEVRAN-BONDY**  
Le groupe Sevrans-Bondy de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat, le samedi 9 avril à 20 h 30, au Centre A.L.F.A. de Bondy, 3, allée des Pensées (donnant sur le 132, avenue Gallieni, route nationale 3). Le thème sera : « Les anarchistes face aux élections ».
- **BOURGOIN-JAILLEU**  
Le Collectif anarchiste et le groupe de la Fédération anarchiste de Bourgoin organisent une conférence-débat : « Agir au lieu d'élire », avec Yves Peyraut, le samedi 16 avril à 20 h 30, à la Maison de quartier de Champfleuri, 38300 Bourgoin-Jailieu. Un stand de presse sera tenu.



(Cette affiche est aussi disponible en autocollant)

### DISTRIBUEZ-VOUS DES CHEQUES EN BLANC ?

CANDIDATS : ILS VOUS PROMETTENT LA LUNE.  
ELUS : ILS DEVIENNENT LES NOUVEAUX BENEFICIAIRES DES PRIVILEGES ECONOMIQUES, ET DES INEGALITES SOCIALES.  
L'URNE CERCUEIL DE VOS ILLUSIONS

### AGIR AU LIEU D'ELIRE

Fédération anarchiste  
145, rue Amelot 75011 PARIS

## Souscription

Les éditions du Monde libertaire vont faire paraître, fin mai, le tome II des « Souvenirs d'un anarchiste » de Maurice Joyeux. Le prix de souscription de l'ouvrage est fixé à 100 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Didier Roy, et à envoyer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

## Abonnez vous !

### LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n <sup>o</sup>	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n <sup>o</sup>	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n <sup>o</sup>	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n <sup>o</sup>	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....  
Adresse.....  
Code postal..... Ville.....  
A partir du n<sup>o</sup>..... (inclus) Pays.....

Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin  
Pour tout changement d'adresse,  
joindre la dernière bande de routage.

## éditions

• « **ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49** »  
Le n<sup>o</sup> 14 d'« Alternative libertaire 49 » est paru. On peut se le procurer contre deux timbres à 2,20 F. On peut aussi s'abonner pour 25 F pour 4 numéros, chèque à libeller à l'ordre de A.D.E.I.R. et à envoyer à : Groupe F.A., 8, rue Buffon, 49000 Angers.

### ALTERNATIVE LIBERTAIRE n° 14

la grande pauvreté en France



CONFERENCE / DEBAT le 17 mars  
avec PIERRE MARTIAL, journaliste à "L'Espresso"  
autour d'un livre sur le sujet  
PUB: film AFFREUX SALES ET MECHANTS de M. Ferreri  
Salle DAVIERS, 5, M. Daviers ANGERS  
Organisé par la F.A.

• « **HUMEURS-NOIRES GRAFFITI** »  
« Humeurs-Noires Graffiti » n<sup>o</sup> 3 est paru, au sommaire : les anarchistes et les élections, les mouvements sociaux, le revenu social garanti, les lycéens face aux élections. Il est possible de se le procurer pour 3 F, l'abonnement annuel est de 30 F, à A.L.D.I.R., B.P. 79, 59370 Mons-en-Barœul.

• « **FARFADET** »  
Le numéro 2 du « Farfadet », journal édité par le groupe de Nantes de la Fédération anarchiste et des sympathisants libertaires, est paru. Il est disponible au prix de 3 F à la librairie du Monde libertaire, ou lors des ventes du « Monde libertaire » sur le marché de Talensac tous les samedis matin.

### Le Farfadet



### « CONTRE VENTS ET MARÉES »

Les n<sup>o</sup> 47 de « Contre vents et marées » est sorti ; il est possible de se le procurer en écrivant à « Contre Courants », La Lachère, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jailieu. Le prix est de 2 F le numéro, et l'abonnement de 50 F par an.



### « VIVRE ! »

Le micro-journal trimestriel « Vivre ! » n<sup>o</sup> 4 du groupe Louis-Lecoq de Melun est paru. Deux pages sont consacrées à l'Espagne (événements de Vitoria et soutien aux compagnons emprisonnés), les deux autres sont composées d'informations régionales, nationales ou internationales. Son prix est toujours à l'appréciation du lecteur. Disponible à la librairie du Monde libertaire, on peut aussi le commander à : Groupe Louis-Lecoq / U.P. 77, B.P. 123, Dammaries-les-Lys.



Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n<sup>o</sup> 55 635  
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

## ÉLECTIONS

## Le sens de la candidature Mitterrand

Cl, on s'en doutait. Là, on le redoutait. Ailleurs, on l'espérait. Mais... Depuis des mois, en effet, il distillait le doute. Un jour, il laissait entendre que... Et, le lendemain, le contraire. Était-il hésitant ? Partagé entre l'ambition et la peur de loup sa sortie ? Tirailé entre le sentiment d'être investi d'une mission et celui, lancinant, de n'avoir plus vraiment l'âge pour se lancer dans une telle aventure ? Entretien-il sciemment le suspense ? Pour faire monter la pression... et les sondages ? Pour laisser le lièvre et la tortue occuper le terrain de la bagarre fratricide entre chiffonniers ?

Personne ne savait. Tout le monde attendait. L'attendait. Chaque jour qui passait égrenait la même petite note lancinante : à J moins 90..., 80..., 60..., 50... le candidat Mitterrand n'a toujours pas été libéré ! Le non-événement était devenu l'événement jusqu'à ce qu'enfin... Simple hasard ou clin d'œil malicieux à l'Histoire, c'est le 22 mars 1988, soit 20 ans après la naissance d'une dynamique qui allait être à l'origine d'un des plus grands mouvements sociaux de ce siècle, que François Mitterrand a choisi d'annoncer sa candidature à la prochaine élection présidentielle. Tout un symbole !

## La main d'Attila dans le gant de Machiavel

A bien des égards, le personnage du président-candidat est fascinant. Parti de rien, engoncé dans un costume de looser, étiqueté comme *has been* de la IV<sup>e</sup> république, il a réussi à force d'obstination et de ruse à sauter tous les obstacles, à défaire tous ses adversaires et à s'imposer comme l'homme de l'espoir.

Premier temps de cette longue marche, il s'est attaché, en surfant sur la vague de l'union de la gauche, à reconstruire la social-démocratie et à lui faire dévorer tout cru le loup communiste. Il fallait le faire.

Ensuite, porté au pouvoir par la vague rose, il n'a eu de cesse, conscient de l'inanité de l'union entre socialistes et communistes, de créer les conditions d'un rassemblement majoritaire englobant

le centre gauche et le centre droit. Pour ce faire, il a favorisé l'émergence d'une extrême droite, confinée jusqu'alors dans la marginalité, en pariant sur sa capacité à fracturer l'union de la droite et du centre. Et il a réussi. Comme il a réussi, en optant pour la cohabitation, à se refaire une santé politique et à attiser encore un peu plus les clivages à droite.

président-candidat, alias docteur Machiavel et mister Attila, semble, si on en croit les sondages, en passe de récidiver. Et, de ce fait, force est bien de constater que son entreprise de démolition en tous genres doit sûrement s'appuyer sur un mouvement d'opinion.

Comme quoi notre *killer* est peut-être en train de se forger un

voirs entre le Parlement et le président... Quel est le centriste qui pourrait résister à un tel programme ?

Comme on le voit, au plan politique général comme au plan institutionnel, le paysage politique français risque dans les années à venir d'être complètement chamboulé. Et le chef d'orchestre de cette restructuration n'est personne d'autre que Mitterrand. Mais est-ce pour autant à dire qu'en l'absence de Mitterrand nous aurions échappé à cette modification du paysage politique français ? Rien n'est moins sûr !

## Restructuration du capitalisme

Depuis déjà quelques années, le capitalisme est entré dans une phase de crise qui plonge toute entière ses racines dans la mise en place d'une nouvelle division internationale du travail et de la production.

Aiguillonnés par l'émergence de pays nouvellement industrialisés, les pays occidentaux sont engagés aujourd'hui dans un processus de mutation directe, direction la post-industrialité. A grand renfort d'investissements, de développement des techniques de pointes et des industries dites de l'avenir, ces pays abandonnent peu à peu leur vieux costume industriel traditionnel pour s'habiller aux couleurs de la robotique, de l'informatique, de la biologie, de la communication... avec la double préoccupation de faire encore plus de profits qu'avant et de creuser un écart technologique avec le reste du monde.

Bien évidemment, cette mutation s'accompagne de destructions en tous genres. Car, au plan de l'emploi, la restructuration est d'aufant plus douloureuse qu'à terme chacun sait bien que la post-industrialité à la mode capitaliste signifie la mise en place d'une société duale, avec des hordes de laissés pour compte et une petite minorité de nantis.

Aussi, tout le problème pour le capitalisme consiste à ce que sa restructuration crée le moins de vagues possibles. Et, de ce point de vue, le projet politique de Mitterrand est sans nul doute le meilleur qui soit. Le consensus face à la crise dont il est porteur, son sens de la mesure au plan politique et social... permettent mieux qu'une politique de gauche ou de droite au sens traditionnel du terme de faire avaler en douceur à la population la pillule de l'austérité. Dans ces conditions, si Mitterrand n'avait pas existé, nul doute que le capitalisme l'aurait inventé.

Pour l'heure, les révolutionnaires, et parmi eux les anarchistes, peuvent toujours se satisfaire de cette analyse de la situation présente.

## Révolution dans la révolution

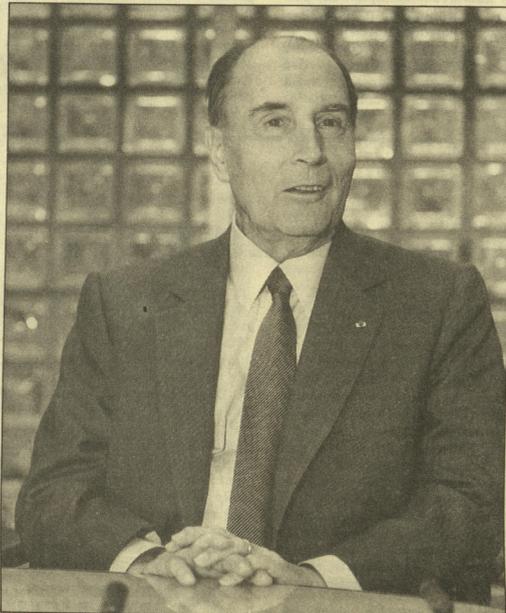
Après tout, le discours de plus en plus dominant de la génération Mitterrand sur le consensus, la fin des idéologies, le déclin de la classe ouvrière, l'agonie de la lutte des classes, l'horizon indépassable du capitalisme et de la démocratie bourgeoise... ne manquera pas un jour ou l'autre de se heurter à la réalité d'une exploitation et d'une oppression de l'homme par l'homme toujours plus rigoureuse et meurtrière. Et donc à quoi bon se faire du mouron ! Après la pluie viendra le soleil, et après le creux de la vague d'aujourd'hui, demain ne manquera pas d'être émaillé de mouvements sociaux qui mettront de nouveau la révolution à l'ordre du jour.

Alors, il suffit de serrer les dents, de laisser passer l'orage et de garder bien au chaud nos principes et nos outils en attendant que... Or, qu'op ne s'y trompe pas, si le discours de la génération Mitterrand a aujourd'hui le vent en poupe, ce n'est pas seulement du fait de l'habileté du candidat-président ou de la situation engendrée par la restructuration du capitalisme. Ce serait trop simple.

A l'évidence, en effet, si aujourd'hui la révolution se retrouve remise au magasin des archaïsmes, c'est également du fait des révolutionnaires eux-mêmes. La langue de bois, le sectarisme, le prêchi-prêcha rabâcheur, l'absence de projet socialiste et social alternatif clair, une impuissance crasse à saisir les mutations sociales qui affectent le corps social, l'enfermement dans un discours coupé de toute pratique un tant soit peu alternative... ce n'est pas les autres ou Dieu ou le Diable. C'est nous !

De cela, de notre responsabilité dans la crise de *légitimité* et de *crédibilité* qui affecte et ronge la révolution, il convient de bien avoir conscience. Non pour se lamenter. Ou pour se renier. Mais pour se réinventer, se ressourcer. Et remettre nos espoirs et le monde nouveau que nous avons dans le cœur sur les rails d'un *désirable* qu'ils ont quitté peu à peu. Tout un programme donc. Et peut-être le sens profond de l'enjeu des années à venir !

J.-M. RAYNAUD



Bref, c'est peu dire qu'il y a du Machiavel dans cet homme-là. Du Machiavel et de l'Attila, car de la destruction de la gauche à l'éclatement de la droite, en passant par l'O.P.A. sur une constitution de 1958, qui, instaurée pour cantonner les partis et le Parlement dans un rôle de godillots, en est arrivée à redorer le blason de la fonction du Parlement et du Premier ministre.

François Mitterrand n'a vraiment semé que la dévastation sur son passage. Quoi qu'il en soit, le

nouveau look : celui d'architecte de l'avenir. Dur !

## Le nouveau paysage politique français

Actuellement, et la réélection de Mitterrand ne ferait bien sûr qu'accélérer le processus, nous nous trouvons sur les rails d'une recombinaison politique impensable il y a seulement quelques années.

Le parti communiste réduit à l'état de groupuscule, la gauche extrême regroupée derrière Juquin l'empêchant de céder à la tentation isolationniste, le Parti socialiste occupant la plus grande partie de l'espace à gauche, la droite conservatrice condamnée à s'allier avec le diable Le Pen ou à s'étendre du côté des libéraux, le centre droit effrayé aussi bien par un flirt avec l'extrême droite que par le mariage avec Chirac, l'extrême droite empêchant la droite et le centre d'être majoritaires... tous ces éléments de la mise sur orbite d'un rassemblement comprenant le P.S. et le centre droit et soutenu électoralement par le P.C.F. et l'extrême gauche sont réunis.

Le terrain a été labouré dans cette optique. Le P.S. a mis de l'eau dans son vin et recentré sa politique, en se posant en gestionnaire modéré du capitalisme. Il a fait son deuil d'un gouvernement socialo-communiste. François Mitterrand, pendant les deux années de la cohabitation, s'est attaché, via le personnage d'un « Tonton » arbitre, à peaufiner l'image d'un président modérateur...

Bref, tout est prêt pour accueillir le centre droit au sein d'une nouvelle constellation politique, agglomérant sociaux-démocrates et démocrates-sociaux, qui gouvernerait le pays en bon père de famille. Un peu de réformisme ici, beaucoup d'austérité là, une gestion rigoureuse mais conviviale du capitalisme, un équilibre des pou-

## Editorial

COMMENT un arbre peut-il cacher une forêt ? C'est très simple, c'est la simple routine quotidienne des « grands médias ». On montre l'arbre... et puis on cache la forêt, c'est tout. On montre les chamaileries des candidats et de leurs porte-parole, on cache la réalité du chômage. On peut effectivement supposer que tel échange de petites phrases sur la paix sociale sont une allusion au caractère quasi insoutenable de la situation, mais qu'est-ce que cela change ? Cacher la réalité du chômage, c'est le plus souvent miser sur l'intoxe : le même jour « France-Soir » faisait sa une sur la baisse du chômage et le « Monde », plus mitterrandiste que jamais, titrait sur la progression des chiffres du chômage...

Qu'en pensent ceux que l'on radie des listes de demandeurs d'emploi parce qu'ils refusent un emploi sous-payé et précaire ? Les politiciens, eux, s'en moquent. Deux millions cinq de chômeurs ? Trois millions ? Pour Barre, pour Chirac ou pour Mitterrand, ceux-là ne sont pas de bons électeurs, leur faire des promesses ne les convaincra pas forcément mais risquerait plutôt d'éloigner des électeurs apeurés à l'idée de nouvelles retenues sur les salaires.

Les chômeurs sont absents de la campagne mais le problème de la répartition du travail et des revenus est toujours là. C'est bien une des questions essentielles qui se posent à la société aujourd'hui. Cette question-là n'est pas posée par les politiciens : ils ne sauraient la résoudre ! L'orgie de promesses est davantage dans leur compétence. La magouille aussi : l'utilisation qu'ils font des otages français détenus au Liban n'est-elle pas répugnante ? Cela non plus ne fait pas les gros titres ; il s'avère pourtant que Chirac dirige des tractations pour que ceux-ci soient libérés avant les élections et que des « socialistes » interviennent (auprès de Téhéran) pour faire échouer son plan. Tous sont contre le droit de vote pour les étrangers, sauf pour les ayatollahs donc. Qu'en pensent les otages ?



R.A.T.P.

## Quel moyen d'action ?

LA R.A.T.P., Régie autonome des transports parisiens, entreprise publique de moins en moins publique et de plus en plus privée, financée à 65% par des fonds publics versés par l'Etat, la région Ile-de-France, le ville de Paris (les 35% restant étant issus des recettes dues à la perception des titres de transport et à la publicité), cette entreprise n'a d'autonomie que

le nom, et subit les pressions de l'Etat par l'intermédiaire du ministère des Transports.

### Les conséquences de la productivité

La tendance actuellement à la régie n'est pas différente de ce qui se passe dans toutes les grandes entreprises publiques ou privées, et les maîtres mots sont : productivité, rentabilité, avec toutes les conséquences qui en découlent notamment sur les conditions des transports des usagers et les conditions de travail des employés, quelques exemples de postes de travail passés

de la R.A.T.P. au privé (le gardiennage des dépôts d'autobus, l'entretien des escaliers mécaniques, l'entretien du matériel routier, ferré, le nettoyage des locaux, etc.).

Dans les services qui restent du ressort direct de la R.A.T.P., la productivité poussée à l'extrême a des conséquences parfois dramatiques : des accidents du travail plus graves, des accidents de circulation plus nombreux. exemple : sur certaines lignes, telles que le P.C., accidents parfois mortels et où la direction cherche souvent à faire porter la responsabilité d'abord à l'ouvrier ou au conducteur, avant d'admettre que les conditions de

travail ne sont peut-être pas adaptées.

Cela amène, dans l'entreprise, des mouvements dus au ras le bol et, à part des cas spécifiques telles que les grèves directement liées au niveau de rémunération, les grèves ont souvent pour origine les mauvaises conditions de travail. Le mois de mai, par exemple au routier, amène invariablement son lot de grèves dû au passage de la phase d'hiver à la phase d'été. Pour éponger le départ en vacances des machinistes, la direction augmente le temps de travail de 22 minutes par jour entre le mois de mai et le mois d'octobre, et diminue le nombre de

jours de repos sans aucune compensation.

Bref, le mois de mai est toujours difficile, et pour les employés, et pour les voyageurs. Le problème qui se pose pour nous, qui voulons que la R.A.T.P. transporte les usagers dans les meilleures conditions possibles et remplisse correctement son rôle de service public, quelle forme d'action pouvons-nous utiliser pour faire pression sur la direction sans pénaliser les usagers, qui sont en droit d'attendre le service qu'ils ont de toute façon déjà payé : soit en achetant leur carte orange, ou en payant l'impôt sur le revenu ?

Une grève qui consisterait à transporter les gens gratuitement est sans effet sur l'entreprise, puisque la R.A.T.P. est financée presque totalement par des recettes autres que les titres de transports. Les grèves du zèle, si elles permettent de transporter les usagers tout en désorganisant le réseau, n'ont pas d'effet immédiat, si ce n'est de compliquer la vie des voyageurs.

Il ne reste que la grève des transports qui n'a pas pour but de mettre en difficulté financièrement la R.A.T.P., mais de mettre en difficulté l'économie de la région parisienne, en empêchant les travailleurs de se rendre à leur travail.

On voit bien là que les usagers sont de fait autant concernés par la bonne marche de la R.A.T.P. que les employés de la régie et, de ce fait, qu'ils doivent réagir eux aussi et faire pression sur la direction pour exiger des moyens de transports décents : l'amélioration des conditions de transport passe par l'amélioration des conditions de travail et vice versa. Pour mémoire, le siège social de la R.A.T.P. est situé au 53 ter, quai des Grands-Augustins, 75006 Paris.

J.-P. (Gr. La Cécilia)

### en bref...en bref...

• La librairie « La Gryffe », librairie libertaire, a édité le premier fascicule de son catalogue. Ce catalogue comprend 840 titres de livres et brochures, et concerne : le mouvement anarchiste passé et présent ; le mouvement ouvrier et social passé et présent. Deux suppléments concernant les mêmes thèmes, et dont l'un comprend une bibliographie commentée sur l'extrême droite sont également disponibles. Les fascicules seront envoyés contre quatre timbres à 2,20 F, écrite à : Librairie « La Gryffe », 5, rue Sébastien-Gryffe, 69007 Lyon.

• La C.L.E.A. de Marseille tient une table de presse chaque lundi midi au restaurant universitaire Saint-Charles, ainsi qu'une permanence au C.I.R.A., 5, rue des Convalescents, Marseille, le mercredi à partir de 17 h.

• Avant les deux tours des présidentielles, le tour de la C.N.T. : allez tous à la fête pour « Le Combat Syndicaliste », dimanche 17 avril à 15 h, au 33, rue des Vignoles, Paris 20°. Tour de chant avec Germain Pica et Alain Aurenche, buffets, table de presse, librairie.

• J.-P. Stirbois, n° 2 du Front national, sera à Angers le 13 avril. Une manifestation antifasciste et antiraciste aura lieu le même jour à 17 h 30, place du Ralliement à Angers, à l'appel de la Ligue des droits de l'homme, de la C.F.D.T., de la F.E.N., de la Fédération anarchiste, de la L.C.R., du P.S., du Comité Juquin, de la F.C.P.F., de la Ligue de l'enseignement, de l'U.N.E.F.-I.D., du P.S.U., de l'A.M.F., du Planning Familial, de l'A.P.T.I.R.A.

• Le « Réflexes » dernier cru vient d'arriver. Pour ceux qui ne le sauraient pas encore, il s'agit du bulletin du Réseau d'études, de formation et de liaison contre l'extrême droite et la xénophobie. Comme à l'habitude, des nouvelles du front antifasciste et antifasciste ; sans compter des articles sur la Kanaky, le droit d'asile, la torture par l'isolement, la grève de la faim d'Action directe, etc. Disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 10 F.

• « Extrême droite : être contre, c'est aussi s'informer », ainsi se présente « Article 31 », mensuel dont le dernier numéro vient de sortir. Dans ce numéro : « L'électorat lepéniste » ; « Le réveil des solidaristes » ; « L'U.N.I. (fin) » ; « Le carnaval libéral » ; « Les skins britanniques » ; « Minute/le choc ». En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 20 F.

C.G.T.

## Mobilisation printanière

CE ne sont pas les motifs qui manquent depuis le militant C.G.T. de Vichy agressé au couteau dans son immeuble, la grève à la Snecma (Gennevilliers, Corbeil-Essonne et Villaroche) ou les déclarations du présidentiable sur la paix sociale. Pourtant, après la journée d'action du 24 mars, on peut se demander si la C.G.T. a réellement atteint ses objectifs.

A moins que le petit recul enregistré (du moins à Paris), par rapport aux manifestations d'il y a un an sur la Sécurité sociale, soit dû à un abandon des manifestations spectaculaires où on fait venir beaucoup trop de monde par autocar. Ne compter que sur ses propres forces au niveau local semble une sage « position syndicaliste », par rapport au rôle exclusivement de caisse de résonance du P.C.F. que voudraient certains de l'écurie fédérale.

Dans la région parisienne, au long de la manifestation au parcourt traditionnel de la Nation à la République, les slogans : « Chirac, Mitterrac, ras le bol » et « Un bon salaire, un bon pouvoir d'achat, le 24 avril on s'en souviendra » résumaient l'essentiel des sujets de mobilisation.

Les militants qui sont à la C.G.T. savent que pour soutenir activement André Lajoine ça traîne plutôt des pieds. Ce n'est plus le temps du « grand verrouillage », où chaque structure syndicale devait obligatoirement appeler à voter pour le candidat communiste. Diable, les statuts de la C.G.T. sont enfin respectés !

En fait, l'élection présidentielle approche mais il n'y a pas que cela. Comme le disait Libération la semaine dernière : « Mouvement conjoncturel au signe d'un ras le bol

plus profond, les conflits portant sur l'augmentation des salaires se multiplient aujourd'hui. Hier à Paris, plusieurs milliers de manifestants C.G.T. ont mis le paquet sur ce thème du « encore plus » (1).

Dans les milieux syndicaux on s'interroge, à savoir si pour les 20 ans de Mai 68 l'été sera chaud ? Henri Krasucki, le soir du 24 mars, a déclaré : « La paix sociale, c'est la paix des opprimés auxquels on impose le silence... C'est le moment de se faire entendre, l'avenir est à ceux qui se tiennent debout. » Oui, mais bien au-delà du problème de l'élection présidentielle.

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)

(1) On remarquera que dans ce titre se profile déjà l'accusation de « nantis » pour ceux qui ne sont pas chômeurs...

## CHÔMEURS ET PRÉCAIRES

### Ils sont dans la rue !

LE 23 mars, une journée nationale d'action a eu lieu contre les radiations et pour le revenu minimum garanti au moins égal au S.M.I.C. (voir Monde libertaire n° 699 du 17 mars). Il y eut des actions dans une quinzaine de villes (1) : des manifestations, des rassemblements, des occupations d'A.N.P.E., des délégations... Un bilan positif donc, lorsqu'on pense que ce n'est que la deuxième action nationale (après la manifestation de 1985) que mène le mouvement des chômeurs et des précaires. Positif aussi, car cette action s'est faite sans les « représentants légaux » du mouvement (syndicat des chômeurs Pagat, F.N.C., C.O.O.R.A.C.E.), associations

fourvoyées dans la gestion de la crise (formation, placement...) et largement compromises avec l'Etat et le patronat.

Les associations instigatrices de cette action, lors d'une réunion qui eut lieu le 25 mars à Lille, ont décidé de maintenir localement les pressions, et de renforcer la coordination des associations sur des bases revendicatives, des bases de lutte et d'auto-organisation. Le deuxième numéro du journal de cette organisation, Illico, mensuel pour le revenu minimum garanti au moins égal au S.M.I.C., va paraître sous peu (2) : on y trouvera un bilan de l'action du 23 mars, un dossier sur la précarité, des témoignages de stagiaires exploités, des infos

diverses... Un journal qu'il faut lire et faire circuler lorsque l'on sait que les médias nationaux boycottent les informations (rien ou presque sur la journée du 23 mars). Une honte, car ceux-ci étaient largement prévenus à l'avance et que la coordination disposait d'un téléscripteur et envoyait les infos et communiqués de soutien toute la journée.

Les chômeurs et les précaires dérangent lorsqu'ils descendent collectivement dans la rue. Tant mieux, c'est qu'ils sont sur la bonne voie. Un mouvement de lutte se recompose, il faut continuer à renforcer et impulser des

coordinations locales et régionales sur ce type de dynamique. C'est cela qui permettra aux chômeurs et précaires de sortir de l'anonymat, de l'isolement, du repli sur soi, qui leur permettra de s'imposer comme force collective et d'imposer un rapport de forces qui seul pourra faire plier l'Etat et le patronat.

PIERRE (Gr. de Tours)

(1) Paris, Lille, Tours, Lyon, Amiens, Nantes, Mulhouse, Toulouse, Alès, Poitiers, Créteil, Chartres, Saint-Etienne, Maubeuge...

(2) Illico, en vente à la librairie du Monde libertaire.



## Le 23 mars à Tours

L'A.N.P.E. fut occupé de 14 h à 17 h par 150 personnes environ à l'appel de l'association locale de chômeurs et de précaires, « Les jeunes contre la galère », soutenus par de nombreuses associations et organisations, dont le groupe de Tours de la Fédération anarchiste. Pendant l'occupation, il y eut une conférence de presse, une rencontre avec le personnel A.N.P.E. (C.F.D.T.-A.N.P.E.), ainsi qu'une délégation qui fut reçue par le directeur de l'agence. De plus, durant l'occupation, un grand cercle se forma et un débat très intéressant s'est instauré. Il tourna autour de la lutte contre les radiations, pour le revenu garanti au moins égal au S.M.I.C., de l'auto-organisation des chômeurs et précaires, et de la nécessité de la solidarité et de l'unité entre travailleurs actifs et travailleurs au chômage ou précaires, tous victimes de l'austérité et de l'exploitation patronale et capitaliste.

Une action positive donc, pour l'association des « Jeunes contre la galère » qui avait déjà mené victorieusement des luttes sur les transports en commun et les retards de paie dont étaient victimes des tucistes.

PIERRE

CONFÉDÉRATION PAYSANNE

Au-delà d'une promenade

Manifestation à l'appel de la Confédération paysanne

VENDREDI 18 mars, a défilé dans les rues de la capitale un curieux cortège de tracteurs, charues, camionnettes et autres engins venant de tous les coins de la France. En fait, cela faisait déjà plusieurs jours qu'à l'appel de la Confédération paysanne, des cortèges étaient partis du Jura, du Béarn, de Bretagne, etc., faisant halte sur leur parcours et organisant sur place des interventions, ici à la préfecture ou à la mairie, là tenant meeting dans la rue.

Ils étaient bien 2 000 travailleurs paysans à être montés sur la capitale, et cela représentait, comme le souligna un intervenant au meeting qui clôtura cette marche sur Paris, l'effort de 6 à 7000 autres personnes pour continuer de faire tourner les exploitations abandonnées pour l'occasion. La manifestation s'est déroulée sans problème, rencontrant même la sympathie des citadins, malgré le suivi rapproché des compagnies de C.R.S. (sans doute émues par tant de pioches et de fourches).

Le meeting s'est tenu en plein air, place des Invalides, et les orateurs ont souligné que cette marche n'est que le début de leur lutte. Le mot lutte était dans toutes les bouches, ainsi qu'un autre : le quantum (2), qui sans être une panacée devrait, selon la Confédération, résoudre bien des problèmes dans la profession. Les intervenants ont souligné à maintes reprises qu'ils n'avaient rien à attendre des élus, et que les prochaines élections n'auront sûrement que peu d'effet sur l'amélioration de leur sort ; autre chose remarquable, il a été rappelé très clairement à l'assistance qu'il y avait identité entre leur lutte et celle des travailleurs de toutes les autres corporations, et qu'il faudrait sans doute, pour en découdre, déborder sur un mouvement social et une lutte élargie à tous les secteurs de l'activité économique.

Enfin, la Confédération paysanne n'a pas omis de signaler l'importance du péril écologique. C'était là des professionnels mais pas des professionnels de l'écologie, fulminèrent contre le productivisme, l'agro-business et les produits chimiques, autant que contre la mise en jachère, la fermeture des petites exploitations et le chômage. Le meeting s'est terminé de façon bon enfant, avec un chanteur paysan aux accents de Côté, puis par un autodafé, l'effigie de Guillaume brûlée sur la place publique.

Un observateur

(1) La Confédération paysanne : fusion, en fin de l'année 1987, de la C.N.S.T.P. et de la F.N.S.P., elle, regroupe plusieurs milliers d'adhérents et est adhérente de la Coordination paysanne européenne. La Confédération paysanne est encore agitée par des débats internes, mais conforte aujourd'hui son implantation dans le monde paysan.

(2) Le quantum : mot un peu trop hérité du langage technocratique, c'est une notion qui au contraire des « quotas » intègre l'idée de revenus minimum. Sans rentrer dans les détails, il convient d'apprécier collectivement les données de la production, mais aussi celles de la distribution des denrées, comme du revenu des producteurs.

Si la Confédération paysanne défilait à Paris, ce n'était ni pour annoncer le printemps ni pour remonter les bretelles de la marionnette du ministère de l'Agriculture, François Guillaume, ex-syndicaliste agricole.

L'objectif de la manifestation était triple : faire admettre la pluralité syndicale en agriculture ; faire admettre les principes d'une nouvelle politique agricole, basée notamment sur les quantums et les prix différenciés ; faire pression pour que la protection sociale en agriculture soit revue et corrigée. Les deux premiers points ont été évoqués dans le Monde libertaire (n° 685 du 10 décembre 1987 et n° 690 du 14 janvier 1988) et le sont régulièrement dans la presse, dont Campagnes solidaires, de la Confédération paysanne. Le troisième point mérite d'être développé en ces temps où les couvertures sociales s'effiloquent dans tous les secteurs.

Protection sociale : du mythe à la réalité

En agriculture aussi il y a des exclus, et c'est ainsi que lors de la montée sur Paris un débat s'est tenu, à Chartres, entre les chômeurs en fin de droit et des paysans privés de couverture sociale. Il faut savoir qu'entre autres crâpuleries la Mutualité sociale agricole (Sécurité sociale de l'agriculture : M.S.A.) a le droit de prélever des allocations familiales pour compenser le retard de cotisation, un article de loi de 1970 autorisant cette particularité du régime agricole.

Les agriculteurs en difficulté qui ne peuvent plus payer la M.S.A. sont non seulement exclus de la protection sociale (pas de couverture lorsque les cotisations ne sont



F. Guillaume et R. Lacombe.

pas à jour), mais de plus peuvent être privées d'allocations familiales ou de primes diverses de soutien au revenu agricole. Un couple de Loire-Atlantique, par exemple, pourrait prétendre à une prime de 7 500 F mais le retard M.S.A. de 7 000 F suffit à bloquer la procédure, alors que cette prime pourrait servir à rétablir la situation. D'autres exemples sur les agissements de la M.S.A. (dont les administrateurs semblent avoir oublié les mutualistes) sont mis en avant dans le document M.S.A. et protection sociale (43 pages d'analyses et de propositions) édité en mars 1988 par la Confédération paysanne de l'Ouest. Ce document, rédigé cet hiver dans la foulée du congrès national des 15 et 16 décembre 1987, énumère les revendications immédiates et des propositions pour une réforme globale de la M.S.A.

Les revendications immédiates concernent bien sûr les agriculteurs en difficulté (maintien de la couverture sociale, des allocations familiales et des aides au revenu), mais aussi l'ensemble des agriculteurs : droits au congé de maternité identique à ceux des salariés, nouvelles méthodes de calcul des cotisations sociales pour qu'elles soient proportionnelles au revenu disponible.

De l'urgence à la solidarité effective

Les propositions à plus long terme concernent la remise à neuf de la protection sociale en agriculture (environ 5,9 millions de bénéficiaires actuellement). Les dirigeants agricoles qui avaient déjà institué la M.S.A. ont voulu mettre à l'écart les agriculteurs et salariés agricoles des autres travailleurs, pour éviter la « contagion ». Ce qui a nécessité des transferts financiers entre régimes pour compenser l'exode agricole.

Actuellement, il n'y a qu'un entrant (agriculteur qui s'installe ou salarié de l'agriculture) à la M.S.A. pour trois sortants. Rien que pour clarifier la situation, la M.S.A. mériterait d'être intégrée au régime général de la Sécurité sociale. Mais cela suppose aussi

que les agriculteurs soient considérés en tant que travailleurs. Ce qui va à l'encontre des soucis libéraux affichés par certains, qui prôneront le principe individualiste à l'assurance pour ceux qui peuvent et de la charité pour les autres (avec toutes ses atteintes à la dignité) au principe de solidarité trop souvent écorché de la Sécurité sociale, qu'elle soit de régime général ou particulier.

L'ambiguïté du régime agricole tient au fait que les agriculteurs sont à la fois des travailleurs (dont le statut devrait être à la fois revu et corrigé) et des entrepreneurs individuels. Il serait grand temps de dissocier les deux aspects afin que, d'une part, les travailleurs-paysans cotisent pour une protection sociale semblable à celle des salariés (maladie, chômage, accidents) et que, d'autre, ce soit l'exploitation qui cotise en fonction de la valeur ajoutée (une fois déduits les revenus conventionnels rémunérant les travailleurs), pour permettre les remplacements de ces travailleurs en cas de maladie, d'accident, de maternité ou de retraite. Si la direction était rétablie, des retraites correctes et des garanties sur les risques de toutes natures éviteraient aux agriculteurs de capitaliser en « prévision ».

Derrière la manière dont on envisage la protection sociale, se profile la façon dont on considère les agriculteurs : des petits capitalistes dont les profits sont taxés ou des travailleurs avant tout. On notera par ailleurs que la Confédération paysanne propose aussi, dans le cadre d'un régime unifié, de généraliser le principe de la taxation de la valeur ajoutée pour remplacer le système actuel des cotisations patronales (qui décourage la création d'emplois et sert de prétexte aux « dégraissages »). Les robots seraient ainsi mis à contribution pour pouvoir payer la retraite des travailleurs qu'ils ont remplacés. A quand une Sécurité sociale tous régimes confondus qui redécouvre les vieux principes d'entraide et de solidarité ?

J.-C. (Rennes)

L'ÉTANG DE BERRE La noyade...

POUR les lecteurs qui ne le connaissent pas, il suffira peut-être de savoir que l'Etang de Berre jouxte le golfe de Fos, célèbre pour ses industries pétrolières, sidérurgiques et chimiques. Il est donc englobé dans le complexe industriel de la grande banlieue marseillaise. L'Etang de Berre (d'eau salée) est situé à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Marseille, sur la Côte bleue, dans la petite Rhur méridionale qui s'étend jusqu'aux limites de la Camargue.

Pollution...

Les différents assauts polluants qu'a subi ce plan d'eau fermé sont édifiants : ils représentent ce qui se fait de « mieux » en la matière. Cela a réellement commencé après la dernière guerre, car après la première Der des ders, 250 pêcheurs vivaient encore sur l'Etang de Berre. On y recençait soixante espèces de poissons, six espèces de crustacés, et onze sortes de mollusques. On y prélevait artisanalement 400 tonnes de poisson, 400 de moules, 10 de clovisses et 15 de crabes chaque année.

L'essor industriel des années 50, après avoir donné un goût d'hydrocarbures nuisible au commerce des produits de la mer, fit régresser certaines espèces et disparaître d'autres. Après une série de procès entre pêcheurs et salopeurs, la loi du 7 août 1957 scella l'accord suivant : la pêche fut interdite sur le plan d'eau, contre le paiement d'une indemnité de 500 millions de francs aux pêcheurs.

Ce qui aurait pu être l'achat du droit de polluer à gogo sera bientôt contrarié par la marée du mouvement écolo naissant. Les rejets (hydrocarbures, métaux lourds, chimie) ramèneront un temps les taux d'inocuité à des seuils presque normaux. Mais c'était sans compter avec les centrales hydro-électriques de Salon et Saint-Chamas.

Pollution sournoise

Pour alimenter celles-ci en eau douce, on a dévié une forte partie des eaux de la Durance, qui finissent par se jeter dans l'Etang de Berre. Il s'agit donc d'une pollution sournoise, parce qu'invisible à l'œil du passant : pas d'odeur, pas de goût, pas de fumée. Seules les anguilles se remirent à proliférer, car elles ont la particularité de bien s'adapter à la baisse de salinité du milieu. Au point que la pêche a repris, constituant un débouché inespéré pour certains chômeurs. Mais une rivière ne charrie pas que de l'eau, et la Durance draine un bassin de 14 000 km<sup>2</sup> dans les Alpes du Sud.

Le bassin de décantation de Serre-Ponçon ne peut suffire à éliminer les alluvions qui ont fait rapidement remonter les fonds de l'Etang de Berre. S'y ajoutent les effluents de plusieurs communes et stations de ski, les engrais et pesticides agricoles lavés par les pluies. L'équilibre biologique s'en trouve perturbé au point que même les anguilles en pâtissent. Pour pallier à la diminution des captures, les

pêcheurs ont multiplié jusqu'à dix fois la surface de leurs filets : d'où « sur-pêche ». Le cercle vicieux est bouclé...

Les solutions sont à la mesure du problème : fermer les centrales afin de laisser la Durance suivre son cours normal jusqu'au Rhône ? Traitement de tous les rejets venus des Alpes du Sud ? Draguer l'Etang de Berre ? Le maire de Martigues, commune riveraine, a « alerté » le ministre de l'Environnement... Cela fait décidément trop de remise en cause et de fric, et surtout de temps pour la mise en œuvre de quoi que ce soit.

Le problème (qui n'échappe pas aux anarchistes) est que tout est bon à une minorité pour faire des picailons. Quitte à bouleverser l'environnement des autres jusqu'à la mort. Après eux le déluge ! En dehors des intentions sympathiques de certains écolos (pas tous !), la solution est la refonte totale des circuits économiques, par la soumission de l'offre à la demande, la décentralisation des sources énergétiques (plus de centrales qu'elles soient), l'optimisation des rendements au service des travailleurs et des usagers (diminution du temps de travail et économie d'énergie), la prise en main de la gestion — toute la gestion — par les producteurs et consommateurs. L'anarchie, quoi !

FRED (Gr. de Marseille)

Sources : Viva-La Vie Mutualiste n° 12, édition de Marseille.

## CHÔMAGE

## Un plan d'urgence contre la pauvreté...

On constate aujourd'hui que la quantité de travail nécessaire à la société diminue. Ce phénomène engendre, d'une part, des salariés assurés d'un emploi stable (qui deviennent minoritaires et sont perçus comme des privilégiés) et, d'autre part, des citoyens de second ordre, encore appelés « exclus » (dont le nombre ne cesse de croître). Parmi ces exclus figurent les chômeurs, les intérimaires, les saisonniers, les serveurs de tout genre offrant de petits services aux citoyens solvables. Devant le développement de cette dualité, des impératifs humanitaires et un palliatif temporaire s'imposent.

## Le revenu minimum garanti

Certains, par stratégie électoraliste, d'autres par idéalisme, mettent en avant l'urgence d'un revenu minimum garanti. Mais ce revenu minimum garanti ne peut que rendre plus supportable un processus d'exclusion sociale en le faisant

accepter comme inévitable, voire même nécessaire à l'économie capitaliste... N'est-ce pas jouer ainsi un rôle d'anesthésiant ? Certes, le revenu minimum garanti peut atténuer les effets de ce processus d'exclusion, mais, en aucun cas, il n'empêche la coupure en deux de la société, la décomposition du tissu social, le renforcement de l'administration centrale et du pouvoir de l'Etat en général.

Oui, la « dualisation » existe réellement : des emplois ayant une rationalité économique s'opposent aux emplois qui, eux, n'en ont pas, et qui sont tributaires du surplus économique. C'est pourquoi notre lutte doit être non seulement axée sur l'atténuation des conséquences de cette « dualisation » mais aussi sur l'élimination de ses causes. Le revenu minimum doit être un revenu minimum de sauvetage et non pas garanti. Il doit être intégré dans un plan global de reconsidération des rapports socio-économiques n'excluant pas le rapport travail/revenu.

Considérer un revenu minimum garanti déconnecté du travail serait, en effet, aller à l'encontre de l'intérêt commun de la population active (1). Celle-ci se verrait placée à la merci de changements politiques, sous la dépendance du jeu de l'électoralisme, afin de survivre. Elle se verrait coupée de toute logique de luttes, de revendications, de mouvements sociaux, etc., et plongée à nouveau dans un fonctionnement où la discrimination serait encore plus intense qu'actuellement (entre autres, la place de la femme au travail).

## Pour une conception libertaire du travail et du revenu

Au lieu de déconnecter le travail du revenu, il faut trouver une liaison non rigide et non aliénante entre le travail (facteur d'activités économiques et d'intégration sociale) et le revenu. Aucune société ne peut fonctionner s'il y a déconnexion totale. Comme les rapports sociaux sont structurés par la manière dont le travail nécessaire est réparti, toute société est tenue, en vertu de ces principes, à s'organiser pour que chacun puisse participer au processus social de production. Le travail, alors, n'est plus une obligation, une

aliénation, mais devient une nécessité ; c'est donc dans une perspective de projet de réduction du temps de travail avec revenu régulier qu'il faut se battre.

Cette réduction du temps de travail avec revenu régulier permettrait de se donner les moyens de concrétiser ses plaisirs (le partage équitable des tâches offrirait du temps pour les loisirs...) et ses désirs (temps disponible pour acquérir des connaissances, des compétences plus larges ouvrant ainsi des possibilités d'emplois plus qualifiés et d'évolution professionnelle), de se consacrer à des recherches, de créer... Bien sûr, ce temps de travail, cal-

de l'Etat. Le passé et le présent nous le prouvent. S'adresser à l'Etat, afin qu'il octroie un revenu minimum garanti financé par des prélèvements fiscaux sur les revenus directs, c'est lui permettre d'assortir celui-ci à toutes sortes de conditions (comme une surveillance ou une auto-surveillance du civisme ou du loyalisme politique des ayants droit). C'est aussi protéger le capitalisme.

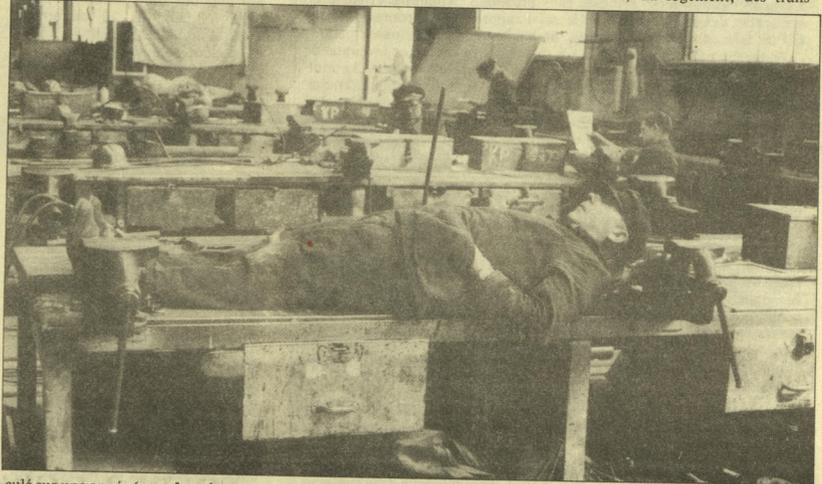
## Des actions concrètes...

Aujourd'hui, la lutte n'est pas le revenu minimum garanti mais la garantie d'un revenu régulier pour

- mise en place et reconnaissance des travaux socialement utiles (environnement, services, etc.) ;
- égalisation des revenus ;
- suppression de la T.V.A. et refonte du système de redistribution (impôts).

La lutte c'est aussi un plan de sauvetage immédiat à mettre en place :

- versement d'une allocation garantissant un plancher de ressources (celle-ci pouvant être versée par une caisse de solidarité gérée de façon paritaire : ayant droit, syndicats, patronat, etc.) ;
- actions coordonnées sur le plan de la santé, du logement, des trans-



## NOM DE DIEU

• Les dieux ont encore soif de la vie des hommes. Quelques mois après le massacre perpétré en Polynésie par des émules du mouvement charismatique catholique, un nouveau meurtre ensanglante le monde religieux. En Inde, une petite fille vient d'être sacrifiée sur l'autel de la déesse Adimata Shakti. La police a réagi, mais trop tard.

• Amour divin, amour patronal. « Je peux parfaitement aimer le salarié que je licencie ou le concurrent que je suis en train de tuer. » déclare M. Péhen lors des Assises du patronat chrétien. Ceux qui perdent leur emploi avec amour peuvent arracher les pétales de la marguerite : « Je t'aime, ... pas du tout ! »

• D'après Mgr Ducourtray, les chefs d'entreprises sont des « créateurs par délégation ». Dieu a créé le monde, ils doivent prendre la suite « Pour le bien réel des hommes ». La réussite de la première expérience permet de douter de l'efficacité des continuatateurs.

• La parole des salariés. Heureusement, les salariés ne furent pas oubliés, lors des Assises du patronat chrétien. Les ouvriers et les O.S. purent s'exprimer par la bouche d'un pasteur protestant ! Soyons persuadés qu'il sut exprimer leurs questions au sujet de la justification par la foi et de la double prédestination d'après Calvin. L'emploi, les salaires, les conditions de travail, ne sont que des détails face aux choses de l'esprit.

• A ces mêmes Assises, le pasteur Dupeux déclara néanmoins : « Les tentations pour intégrer l'humain sont jugées frileuses alors que le personnel est plus qualifié, plus cultivé et plus disponible au dialogue ». Mais l'humanité a aussi des priorités matérielles telles que les moyens de se nourrir ou de se loger. Face à ces problèmes ne suffisent ni les mots ni la culture.

Michel SERVET

## La répression « ordinaire »

Le mercredi 9 mars, sur commission rogatoire du juge d'instruction parisien, Michel Ajasse, 277 perquisitions ont été effectuées aux six coins de l'hexagone, afin de démanteler des « réseaux de pédophiles ».

Cette série de perquisitions fait suite au démantèlement, en Belgique, en février 1987, d'un « réseau de pédophiles » qui, agissant sous le couvert d'un Centre de recherches et d'information sur l'enfance et la sexualité (C.R.I.E.S.), fournissait des enfants et des adolescents à des « clients » belges et étrangers.

Claude Sigala, parce que son adresse figurait dans le carnet personnel d'une des personnes arrêtées, a eu droit, le 9 mars, à la « visite » de cinq policiers de Montpellier, qui ont semé « la panique » au lieu de vie où il réside avec quelques adultes et une dizaine d'artistes, psychologues et autres adolescents « à problèmes ».

Ainsi, parce qu'un zozo a recopié une adresse qui figure ici et là,

culé sur une année (ou même davantage), donnerait droit à un revenu normal et régulier durant chaque période de non-travail librement choisie, à condition que celle-ci n'exède pas un certain nombre d'heures (ou d'années).

Ce projet de vie/travail, dans lequel le temps n'est plus marchandé, formalisé par des tâches monétarisées, dans lequel les rapports hiérarchiques s'estompent, dans lequel on fonctionne en auto-organisation collective, ne peut que libérer l'individu et renforcer la qualité de sa vie. Il faut que nous soyions les acteurs politiques de ce projet et que nous n'attendions rien

un travail à durée réduite. En effet, le chômage, la pauvreté et la précarité ne sont pas inévitables. La lutte pour la garantie des moyens d'existence ne doit pas nous faire oublier l'essentiel de notre combat. Bref, si des mesures urgentes sont nécessaires, il importe également de se battre pour le partage de l'emploi.

Aujourd'hui, la lutte c'est un ensemble de politiques de transition à considérer :

- réduction massive du temps de travail (en commençant tout de suite par les 35 heures) avec maintien du pouvoir d'achat pour les bas et moyens revenus ;
- refonte du système de formation (non aux « formations » calquées sur les besoins à court terme du patronat) et du système d'éducation (adaptation des contenus et des pratiques aux spécificités sociales et culturelles, etc.) ;
- élaboration de programmes pluri-annuels de productivité, planification décentralisée et fédéraliste de l'économie ;

ports, des loisirs et de la culture (gratuité, facilités d'accès, etc.) ;

- actions dans le domaine de la formation professionnelle et de l'éducation (stages réellement qualifiants, lutte contre l'échec scolaire, développement de maternelles dans les quartiers les plus défavorisés, moyens matériels, réduction des effectifs de classe, etc.).

Ce plan de sauvetage pourrait s'appuyer sur les expériences qui ont lieu d'ores et déjà sur le terrain et sur les différentes associations qui y sont présentes. Il pourrait être coordonné par un collectif rassemblant l'ensemble des secteurs concernés : organisations de chômeurs et de précaires, syndicats, organismes de formation, représentants de l'administration, etc.

Jocelyne PERRY  
(Gr. Benoît-Broutchoux de Lille)

(1) Est un « actif » toute personne qui a un emploi ou qui en recherche un. Les chômeurs sont des actifs ; les élèves, les retraités ne sont pas des actifs.

## Nouvelles lycéennes

Le premier syndicat lycéen est né : la F.I.D.L. (Fédération indépendante et démocratique lycéenne) a tenu son congrès constitutif les 19 et 20 mars à Villetaneuse (bien qu'existant depuis mai 1987). La F.I.D.L. (fidèle !), filiale lycéenne du syndicat étudiant U.N.E.F.-I.D. — qui la finance — a pour but de « défendre les intérêts des lycéens », c'est-à-dire demander des chaises et des bouts de craie ! Une timide remise en question du système des filières a quand même été avancée, ainsi que l'exigence de la gratuité des livres (1). Il est hors de question, de toutes façons, que les revendications de la F.I.D.L. aillent plus loin que ce que les projets du P.S. proposent. Parmi les interventions extérieures, notons celle de l'U.N.E.F.-I.D., de la F.E.N., du S.G.E.N., d'Harlem Nédir et du M.E.G.L.

Justement, le M.E.G.L. (l'autre organisation lycéenne, dominée par les Jeunesses communistes) bouge : une tendance révolutionnaire, insistant sur la liaison éducation/société est en cours de création. Mais de toutes façons, ces deux organisations — qui selon certains auront pour rôle d'éviter qu'un éventuel mouvement lycéen ne « dérape » — sont très minoritaires dans les lycées. Premier rendez-vous : rentrée 1988. En effet, la F.I.D.L. veut lancer des actions pour obtenir une rallonge budgétaire.

J.R.L. (C.L.E.A.)

(1) Actuellement, chaque élève débourse environ 500 F par an pour les livres.

J.-M. RAYNAUD

**NOUVELLES DU FRONT**

• **ÉLECTIONS... BLUES.**  
Chirac a décidé de revaloriser de 10% les indemnités du personnel militaire, y compris les gendarmes. Les flics râlent car, eux, ils ont dû se serrer la ceinture. Les rapports étaient déjà tendus, à quand la bavure ?

• **ACHARNEMENT.**  
Bruno Guillore, objecteur insoumis déjà poursuivi (cf. « Monde libertaire » n° 658), vient de recevoir une citation à comparaître devant la chambre spéciale d'Amiens, pour le 18 avril, à 14 h. Télégrammes à envoyer au président de la cour et soutien sur place sont essentiels.

• **CHAPEAU !**  
Dans les années 70, les étudiants et lycéens avaient coiffé Michel Debré d'un entonnoir (signe l'aliénation mentale). Celui-ci voulait alors supprimer les sursis. Aujourd'hui, le temps a passé et il est assez mûr pour adopter le bicorne. Debré immortel, c'est bien le pire qui pouvait nous arriver ! Mais enfin, que le moins gâteux des académiciens lui jette la première pierre.

• **CHAR ALORS !**  
Un superbe prototype d'A.M.X. 40 spécialement « adapté » au désert s'est éclaté lors d'une démonstration-test d'endurance de 700 km. Les concurrents ont rigolé, pas les ingénieurs français. Le pilote avait simplement confondu le char avec un bolide de formule 1. Résultat : le train de roulement est parti en morceaux. Ah ! si tous les matériels de guerre étaient comme celui-là... Il y aurait moins de morts en Iran et en Irak.

• **TROP TÔT.**  
Voulant connaître la date exacte de son futur procès et faire opposition à un précédent jugement, José Perez (objecteur insoumis) se rendit dans un commissariat. Mal lui en a pris, car un mandat d'arrêt l'attendait. Incarcéré cinq jours, il a été remis en liberté... en attendant son procès, le 1<sup>er</sup> juin au Palais de Justice de Paris.

• **DÉRAISON D'ÉTAT.**  
Un livre à signaler : « Ils ont tué mon fils », d'Andrée Saint-Aubin (éditions Leduc, 200 pp.). Drôle d'histoire que celle de cette mère qui cherche à savoir comment et pourquoi son fils est mort le 5 juillet 1964. Banal accident de la route ou plus probablement erreur sur la personne lors d'une opération de barbouzes, au cours de la guerre que se livrèrent gaullistes et membres de l'O.A.S. Vingt ans de recherche, face à une justice décidément peu curieuse, sont ici relatés.

• **DROITS DE L'HOMME.**  
Le 8 mars, le tribunal de Montpellier a relaxé Gérard Caro, objecteur insoumis. Nouveauté, le juge a mentionné, en rendant son verdict, « que ce jugement était en contradiction avec la Convention européenne des droits de l'homme ». Le procureur n'a pas goûté la plaisanterie et risque de faire appel. Tout en remerciant les personnes qui l'ont soutenu, Gérard leur demande de rester mobilisées.

Georges HOST

**NUCLÉAIRE**

**Vive le rafistolage**

**A**PRÈS plusieurs mois de réflexion, les ingénieurs d'E.D.F. viennent de rendre leur verdict : on peut supprimer le barillet défectueux de Superphénix. Ceci permettra de redémarrer la centrale de Creys-Malville dès le mois d'octobre. Bien sûr, des

ils ne gêneront pas la bonne marche du générateur.

Cette décision, bien qu'elle nous inquiète, ne nous surprend pas. Nous vous avons déjà fait part, dans le *Monde libertaire*, de cette éventualité, en précisant que derrière ces « bricoleurs de génie » se profilent des lobbies comme Framatome et Novatome appuyés par certains politiciens locaux. L'intérêt économique a prévalu, reléguant au rang de simple accessoire un barillet dont le remplacement, par lui-même déjà très coûteux, aurait immobilisé trop longtemps notre « supercentrale » nationale : trop d'argent perdu pour E.D.F. et ses partenaires privés.

**Le « Super-bricolage »**

La barillet est utilisé pour les rechargements de combustibles. Ce dernier est introduit d'abord dans le barillet qui est mis ensuite en communication avec la cuve du réacteur pour son transfert final. Ce « sas » fonctionne aussi dans le sens inverse, c'est-à-dire pour l'évacuation des combustibles « épuisés ». Mais le barillet joue aussi un rôle de stockage puisque ces éléments fortement radioactifs

et dégageant une chaleur importante doivent impérativement séjourner un bon moment dans le sodium liquide du barillet avant de pouvoir être évacués à l'extérieur. L'existence du barillet est donc loin d'être une simple fantaisie. La

tion, le stockage dans le barillet ne sera plus possible. Aucun problème : il se fera dans la cuve même du réacteur, à sa périphérie, parce que, après tout les réactions nucléaires ne se produisent qu'au centre. Élémentaire, mon

plus de temps. Efficacité économique oblige, E.D.F. changera donc le combustible moins fréquemment : 3 ou 4 ans, au lieu de moins d'un an.

**E.D.F. recrute plombiers**

Quant à l'impact de ce nouveau mode de fonctionnement sur la sécurité, on aimerait en savoir davantage...

Finis les discours euphoriques sur l'infaillibilité de la technologie nucléaire française faisant fi des lois naturelles du vieillissement et des aléas de fonctionnement. Les centrales nucléaires françaises vieillissent même beaucoup plus mal que prévu. De ce fait, un programme inévitable de maintenance alourdira encore les coûts de production d'une électricité déjà chère.

Pour exemple, ces tubes de générateurs de vapeur de 900 MgW : des fuites du circuit primaire doivent être colmatées jusqu'au moment où il faut bien se résoudre à tout changer. Coût : 330 millions de francs l'unité. D'autres défauts apparaissent tout aussi imprévus et systématiques : par exemple E.D.F. devra réparer la bagatelle de 72 rotors dans son parc nucléaire.

Ainsi, non seulement la facture est très lourde, mais il est aussi évident qu'en matière de risques nucléaires en France nous avons mangé notre pain blanc. L'ère des désillusions est arrivée...

PIERRE-YVES



solution E.D.F. paraît très simple et très économique : supprimer l'enveloppe interne hors d'usage et le sodium liquide. Seule l'enveloppe externe est gardée, et on remplacera le sodium par un gaz inerte : l'argon. Dans ces condi-

cher Watson. On se demande même pourquoi E.D.F. n'y a pas pensé plus tôt, au lieu de s'embarquer d'un accessoire si coûteux ? Ceci n'est tout de même pas sans conséquences : le changement de combustible prendra beaucoup

**FIN DE LA GRÈVE DE LA FAIM**

**Il y a encore des combattants**

**P**OURQUOI Joëlle Aubron, Nathalie Ménigon, Georges Cipriani et Jean-Marc Rouillon ont-ils interrompu leur grève de la faim, après 117 jours de jeûne ? Le 27 avril, au lendemain de la nouvelle, les informations restaient floues et contradictoires. Les grévistes ont-ils obtenu des garanties — officielles — de la Chancellerie, sur leurs futures conditions de détention ? Ont-ils arrêté à cause de d'une prétendue tentative de suicide de Nathalie Ménigon (l'information émane d'un médecin de la prison de

Fresnes, source douteuse, et tombe à pic pour ramener la lutte des quatre grévistes d'Action directe à des dimensions personnelles) ?

**Un échec ?**

Que signifie le communiqué hautain et triomphaliste de la Chancellerie, qui affirme n'avoir cédé sur aucun point, et celui que les quatre grévistes ont fait parvenir à une de leurs avocates, affirmant que leur détermination n'était en rien enta-

mée ? L'univers carcéral est particulièrement propice à la circulation de rumeurs invérifiables et de fausses nouvelles, et la longue grève de la faim des quatre militants d'Action directe a donné lieu à des exemples d'intox et de désinformation tellement magistraux...

Quoi qu'il en soit, les quatre grévistes ont cessé leur lutte après avoir dépassé le stade des séquelles irréversibles, et — jusqu'à preuve du contraire — avant d'avoir obtenu satisfaction sur aucune de leurs revendications : le regroupement

par le statut de prisonnier politique, et l'abolition des quartiers d'isolement.

**La lutte contre les quartiers d'isolement**

Mais la fin d'une lutte ne signifie pas la fin d'un combat. La grève de la faim des quatre membres d'Action directe a permis de porter au grand jour le maintien des quartiers d'isolement à sécurité renforcée. Elle a donné à la lutte contre les quartiers d'isolement une impulsion nouvelle : pour la première fois, la Chancellerie a reconnu leur existence.

La sortie de Chalandon — prétendant que l'isolement était un privilège, dans des prisons surpeuplées — n'a pas pu tromper grand monde. Les pétitions signées par des dizaines d'intellectuels, les prises de positions de certains organismes comme la Ligue des droits de l'homme, les combats menés par les prisonniers — politiques et droits communs confondus — contre la torture par l'isolement, toutes ces luttes ont parties de la grève de la faim des quatre militants d'Action directe, et restent d'actualité. Nous ne pouvons que souhaiter qu'elles continuent, qu'elles s'étendent : la lutte des grévistes d'Action directe a ouvert une brèche dans l'ignorance, l'indifférence, le silence qui entoure tout l'univers carcéral, et les quartiers d'isolement — de destruction — en particulier. Il serait désastreux, à tous points de vue, que le combat s'arrête, alors qu'il reste, à l'intérieur comme à l'extérieur des prisons, des milliers de combattants.

Pascale CHOISY

Le Collectif d'information sur la grève de la faim organise, le 12 avril à 20 h, un meeting accompagné de projection de films, au lycée autogéré de projection de films, au lycée autogéré de projection de films, 393, rue Vaugirard, 75015 Paris.



## YUGOSLAVIE

## Une situation économique catastrophique

**B**ELGRADE, malgré un froid sec et vigoureux, les rues du centre sont bondées. Les gens se promènent, font leurs achats, contemplent les vitrines. Branko et son amie se sont arrêtés devant un magasin aux vitrines garnies. Dans un premier temps, leurs yeux se fixent sur les prix exorbitants; puis Branko s'amuse à compter le nombre de mois de salaire qu'il lui faudrait pour acheter le poste de télévision couleur qui vient d'attirer son attention. Il cesse vite ses calculs car il sait qu'il ne pourra l'acquérir. Des hommes et des femmes comme Branko et sa fiancée, ils sont des dizaines de milliers. La grande majorité des Yougoslaves n'achète que ce qui est essentiel; plus de la moitié de la population vit en dessous du minimum vital.

## Travail officiel, travail clandestin

La Yougoslavie est entrée dans une phase critique de son développement économique et social. Le pays est touché par une grave

crise économique qui se double d'une crise politique. Tous les indicateurs sont là pour nous le montrer. La dette extérieure s'élève à 20 milliards de dollars, le déficit de l'Etat est tout aussi astronomique, il représente un montant d'environ 16 milliards de dollars. L'inflation qui n'est pas véritablement un phénomène nouveau (1970 : 9,6%; 1980 : 30,4%; 1985 : 75,7%) a passé la barre fâcheuse des 100% pour atteindre, l'année dernière, 160%. En 1987, de nombreux secteurs de l'économie ont connu un taux de croissance négatif de leurs investissements. La Yougoslavie avait eu pendant plusieurs années un des plus forts taux d'investissement au monde; aujourd'hui, le mouvement est inverse. Dans ce contexte économique difficile, la croissance du produit social semble maintenant tendre vers zéro.

Un pessimisme fort et tenace s'est propagé dans la société yougoslave. Les ouvriers, les employés, les lycéens et les étudiants ne travaillent plus avec autant d'ardeur. Saviez-vous que

les travailleurs yougoslaves n'ouvrent pas plus de quatre heures par jour, en moyenne, au lieu de huit heures. La moyenne, aujourd'hui, doit se situer entre trois et trois heures et demi. Dans le second semestre de 1988, les changements de la constitution devraient être effectifs. Ces modifications permettront-elles de freiner la chute du pays, d'améliorer la pratique autogestionnaire, sans cesse attaquée et remise en cause par l'intervention de l'Etat et de la Ligue communiste yougoslave ?

L'autogestion en Yougoslavie est malade. Le nombre extraordinaire de grèves et d'arrêts de travail est là pour nous l'indiquer. Les conflits entre les travailleurs et leurs organes de gestion sont de plus en plus nombreux. La politique des organisations de travail n'est pas réellement établie par les ouvriers; ce sont les cadres, les professionnels de la gestion qui décident des mesures, de la politique à mener. Les ouvriers sanctionnent, tout de même, les différents plans au sein du conseil ouvrier mais ils ont longtemps fait confiance aveuglément aux bureaucrates, aujourd'hui, certains semblent se réveiller. L'intervention de l'Etat dans l'économie freine sérieusement le développement de l'autogestion. Elle tend à remettre en cause l'indépendance, l'autonomie des unités économiques. Si les organisations de travail n'ont pas les moyens réels de fixer leur reproduction élargie et encore moins leur reproduction simple, on peut se demander à quoi est réduite l'autogestion. Il y a vingt ans que l'on annonce le dépérissement de l'Etat et force est de constater que ses activités sont toujours plus larges (politique fiscale, politique des prix...) et qu'il mène à travers le gouvernement fédéral une politique de contrainte à l'égard du peuple, une politique antisociale (blocage des salaires...). Cependant, on remarque que l'autorité de l'Etat s'impose difficilement dans le domaine économique. Les mesures du conseil exécutif fédéral sont très rarement respectées. Le blocage des prix institué, l'automne dernier, pour six mois,

à réagir de manière plus conséquente par rapport aux années précédentes. Des amendements constitutionnels ont été élaborés et seront soumis à un débat public jusqu'au mois de mai. Dans le second semestre de 1988, les changements de la constitution devraient être effectifs.

Ces modifications permettront-elles de freiner la chute du pays, d'améliorer la pratique autogestionnaire, sans cesse attaquée et remise en cause par l'intervention de l'Etat et de la Ligue communiste yougoslave ?

L'autogestion en Yougoslavie est malade. Le nombre extraordinaire de grèves et d'arrêts de travail est là pour nous l'indiquer. Les conflits entre les travailleurs et leurs organes de gestion sont de plus en plus nombreux. La politique des organisations de travail n'est pas réellement établie par les ouvriers; ce sont les cadres, les professionnels de la gestion qui décident des mesures, de la politique à mener. Les ouvriers sanctionnent, tout de même, les différents plans au sein du conseil ouvrier mais ils ont longtemps fait confiance aveuglément aux bureaucrates, aujourd'hui, certains semblent se réveiller. L'intervention de l'Etat dans l'économie freine sérieusement le développement de l'autogestion. Elle tend à remettre en cause l'indépendance, l'autonomie des unités économiques. Si les organisations de travail n'ont pas les moyens réels de fixer leur reproduction élargie et encore moins leur reproduction simple, on peut se demander à quoi est réduite l'autogestion. Il y a vingt ans que l'on annonce le dépérissement de l'Etat et force est de constater que ses activités sont toujours plus larges (politique fiscale, politique des prix...) et qu'il mène à travers le gouvernement fédéral une politique de contrainte à l'égard du peuple, une politique antisociale (blocage des salaires...). Cependant, on remarque que l'autorité de l'Etat s'impose difficilement dans le domaine économique. Les mesures du conseil exécutif fédéral sont très rarement respectées. Le blocage des prix institué, l'automne dernier, pour six mois,

n'a pas empêché de nombreuses entreprises de monter leurs prix...

## Le dieu marché

Pour enrayer la crise et mettre fin aux dysfonctionnements du système, les Yougoslaves proposent de développer de manière plus significative la forme marchande de l'économie. Les lois du marché sont également appelées à contrer les forces bureaucratiques. A cet égard, les communistes de la République de Serbie ont décidé de porter un coup dur à la bureaucratie en se prononçant pour la diminution des employés de l'Etat ! La prochaine constitution devrait affirmer que le marché est l'élément fondamental de l'économie, préciser que la valeur des facteurs de production doit s'établir sur le marché. Les travailleurs seront plus responsables de leur gestion, ils seront contraints à gérer les moyens de production de manière rationnelle et productive sous peine de voir leurs organisations de travail disparaître. Le mouvement a d'ailleurs déjà été engagé. D'autre part, les amendements prévoient l'essor de la propriété privée, de la « petite économie » (commerce, services...). Certains proposent même d'élargir le nombre de salariés qu'un entrepreneur privé peut employer, de cinq à dix. Le marché, en Yougoslavie, a déjà causé d'importants dégâts, les inégalités sociales sont plus perçantes et visibles. Les écarts entre les républiques sont plus larges, notamment entre le Kosovo, province autonome rattachée à la Serbie, et la Slovaquie. Les dirigeants ont conscience des effets pervers des mécanismes marchands mais ils pensent que l'action du marché favorise la motivation des ouvriers pour travailler efficacement, rationnellement. On voit mal comment les forces marchandes pourraient améliorer la situation économique catastrophique de la Yougoslavie. Elles risquent, à court terme, d'entraîner une augmentation sensible du chômage et par conséquent de la pauvreté, et plus loin dans le temps, un choc politique, une explosion sociale ou avant la cassure, une intervention de l'armée.

MIROSLAV

## NICARAGUA

## Gagner la paix

**L**E 23 mars 1988, Adolfo Calero, chef de la Contra (Force démocratique nicaraguayenne) et Umberto Ortega, ministre de la Défense du Nicaragua, ont signé un accord de cessez-le-feu de 60 jours à partir du 1<sup>er</sup> avril pour négocier une paix définitive. La Contra a enfin compris l'importance des accords d'Escipu-

rait : « en aucune façon, directe ou indirecte, il n'y aura de dialogue avec la Contra » (2). Les accords d'Escipulas II ne le prévoient pas, car ils caractérisent la Contra comme une « force irrégulière », à la différence des mouvements guérilleros salvadoriens et guatémaltèques, qualifiés de « mouvements insurrectionnels ».

secours. La base de la Contra, composée de petits paysans, s'interroge sérieusement sur la portée des accords d'Escipulas II et suit avec intérêt les commissions locales de paix dans les zones de guerre (3). Enfin, le refus du Congrès U.S. de voter une aide supplémentaire la laisse un peu orpheline, malgré les fonds privés des sectes et des fondations réactionnaires. Et, avec l'Iranguate, la C.I.A. est plutôt dans le collimateur des juges et de l'opinion américaine.

La Contra espérait que la ruine de l'économie nicaraguayenne, causée par ses sabotages et par le blocus des Etats-Unis, lui profiterait, ou du moins, à l'opposition intérieure. Mais, les récentes mesures contre la spéculation ont déclenché une vague de mobilisation éternelle pour le « contrôle social » et contre les milieux affairistes. Depuis le 1<sup>er</sup> mars, les confédérations syndicales (C.A.U.S., C.U.S., et C.G.T.) appellent à la grève générale contre les nouvelles mesures économiques (5). Mais, leur refus de s'opposer à la spéculation et donc à la misère qui frappe les classes populaires, ternit le blason des partis de la droite et de la gauche qui les soutiennent dans un front uni.

Les chefs contras ne sont pas seulement des pions de la C.I.A., ce sont aussi des capitalistes nicaraguayens (6) à qui la portée des événements sociaux en cours n'a pas échappé. Peut-être pensent-ils que le dernier instant pour sauver leur mise au Nicaragua est arrivé ? Mais les Nicaraguayens ne seront sûrement pas prêts à libérer tous les tortionnaires somozistes sans garanties, ni à accepter le retour sans conditions de ceux qui encadrent les contras.

Xavier MERVILLE  
(Gr. Pierre-Besnard)

(1) Barricada internacional, 22 octobre 1987.

(2) Pensamiento Propio, décembre 1987.

(3) Témoignage de Bernard Boulang qui, en dehors des bombardements, a rencontré malgré lui la Contra le 15 et le 21 octobre 1987, ainsi que le 21 novembre.

(4) Monde libertaire n° 700.

(5) Agencia Nueva Nicaragua, 15 mars 1988.

(6) Adolfo Calero était le gérant des usines Coca-Cola de Managua (Libération, 25 mars 1988).



las II, signés le 7 août 1987, par 5 pays centro-américains pour la paix et contre l'interventionnisme dans la région.

## Les accords Escipulas II

Déjà, les organisations contras indiennes « Kisan pour la paix » et « l'autonomie en marche » avaient signé avec Tomas Borge, ministre de l'intérieur, les accords de Wabun, le 28 septembre 1987, à la veille de l'autonomie de la Côte atlantique votée par l'Assemblée nationale le 2 septembre. Le 4 octobre, en application de ces accords, 400 Indiens contras avaient rejoint la Côte atlantique pour former des milices armées et se réintégrer dans la vie locale (1).

La F.D.M. salua les accords d'Escipulas II par le massacre d'une brigade de techniciens agricoles. Puis, elle multiplia les offensives : 753 combats avec les sandinistes et 33 civils assassinés au cours des mois de septembre et d'octobre. Le 29 octobre, le F.S.L.N. déclara

Les Etats-Unis ont été le seul pays à refuser les accords de paix d'Escipulas II à l'O.N.U. Or, pour les sandinistes, les négociations doivent se faire avec eux, puisque le gouvernement américain paie et entraîne les contras. Mais, des négociations indirectes commencèrent en décembre par l'intermédiaire d'Obando y Bravo, archevêque de Managua, chef de l'opposition intérieure. En effet, la loi d'amnistie et le cessez-le-feu unilatéral des sandinistes au cours du mois d'octobre n'ont pas donné d'effet probant, et les Etats-Unis se refusent à négocier. Leur seule issue était de rencontrer la Contra.

## L'échec militaire de la Contra

L'offensive militaire de la Contra est un échec : elle ne contrôle aucune localité nicaraguayenne. De plus, le 20 mars 1988, des soldats américains (3 200) ont dû renforcer le contingent de 25 000 marines U.S. au Honduras pour venir à son

## IRLANDE

## Une horreur provoquée !

Le lynchage de deux soldats britanniques samedi 19 mars, lors des obsèques de Kevin Brady (l'un des victimes du tueur loyaliste qui a attaqué, mercredi 16 mars, les funérailles des « trois de Gibraltar »), puis leur exécution par la brigade de Belfast de l'I.R.A., c'était pas joli à voir. Personne ne peut souhaiter que de telles scènes se reproduisent. Aussi faut-il essayer de comprendre comment cela peut se produire.

Depuis ce dimanche 6 mars à Gibraltar, la communauté républicaine de Belfast ne cesse d'enterrer ses morts. L'addition des exécutions sommaires et des assassinats sectaires est particulièrement lourde depuis cette date : huit victimes. La moindre des choses aurait été que cette communauté, aussi touchée, puisse enterrer ses morts en paix.

Il n'en a pas été ainsi. La fureur sectaire de certains para-militaires loyalistes (ici l'U.F.F.) a conduit au geste monstrueux de Michael Stone au cimetière de Milltown. C'en était trop pour la population de Belfast-Ouest. Sa colère ne pouvait qu'éclater, et Michael Stone, lui, a échappé de peu au lynchage.

Samedi 19 mars, lorsque la voiture des deux militaires britanniques, dont les autorités n'ont pas pu justifier la présence, a forcé le cordon de tête de la procession formé par des taxis du peuple républicain, on a cru que la même horreur se préparait. Cette fois, le service d'ordre du Sinn Féin n'a pu protéger les deux Britanniques, qui ont sorti leurs armes. La suite, c'est donc l'acte horrible d'une foule enragée par cette provocation. La politique d'injustice, de répression et d'assassinats sectaires des Britanniques ne peut hélas ! que produire ce genre de réaction. Cela, Thatcher semble prête à en accepter le prix !

Attendons d'en avoir la confirmation lors des procès des quelques personnes inculpées pour ce lynchage, à l'heure où le soldat britannique condamné à une peine de prison pour assassinat de catholique vient d'être libéré et réintégré dans l'armée !

Denis MARCHAND (Gr. Francisco-Sabate)

## COLOMBIE

## Le courage au service de la survie

Lors de l'émission des Relations internationales sur Radio-Libertaire, du 13 mars 1988, nous avons reçu M. Claude Cats, membre de la Fédération internationale des droits de l'homme, rentré récemment d'une mission en Colombie. Nous avons pensé intéressant de faire profiter nos lecteurs de quelques extraits de ses interventions.

## Relations internationales

— Relations internationales : La Colombie, peu de gens connaissent. On en a entendu parler à cause de la drogue, mais à part ça, on ne connaît pas...

— Claude Cats : C'est vrai. Nous savons que la Colombie est un pays démocratique où se greffe surtout un problème de drogue, mais nous ne sommes absolument pas informés de la réalité de ce pays.

La Colombie est un pays, au nord de l'Amérique du Sud, qui a une façade atlantique et une autre pacifique, se trouvant au Sud du canal de Panama (le Panama appartenait auparavant à la Colombie). Il y a 30 millions d'habitants.

Ce pays a toujours connu une violence endémique. Par exemple, durant le XIX<sup>e</sup> siècle, il y a eu cinquante guerres civiles locales, seize guerres civiles nationales et, au XX<sup>e</sup> siècle, après une guerre civile en 1932, il y a eu, entre 1948 et 1959, une guerre civile nationale qui a fait plus de 300 000 morts. Cette guerre opposait les libéraux et les conservateurs. La situation de violence que rencontre, aujourd'hui, la Colombie a pour origine cet affrontement entre conservateurs et libéraux.

Disons aussi que c'est un pays qui vit essentiellement de son agriculture, au sens le plus large du terme. En effet, la production d'héroïne étant la première production agricole du pays, c'est une des ressource

## Le souvenir de Sacco et Vanzetti en Italie

L'éditeur Galzerano a réédité, en août 1987, pour le 60<sup>e</sup> anniversaire du martyre de Sacco et Vanzetti, le livre extraordinaire *Una vita proletaria* (disponible aussi en français). A lire absolument pour nos lecteurs italophones. Comme l'écrivait Albert Einstein : « Il faut tout faire pour que le destin tragique de Sacco et Vanzetti reste vivant dans la conscience de l'humanité. » Cette petite brochure regroupe l'autobiographie, les lettres de prison et les dernières déclarations au juge de Bartolomeo Vanzetti.

## Relations internationales

ESPAGNE  
150 000 pesetas à Madrid

C'est le prix de la peau d'un anarchiste. Le 28 mars 1980, Jorge Laballero sortait de la salle du cinéma Azul, à Madrid. Sur sa poitrine un badge avec le A cerclé. Dans la rue une groupe d'énergumènes du parti fasciste Fuerza Nueva. Trois d'entre eux se précipitent sur Jorge Caballero, lui arrachent son badge, le traitent « d'anarchiste de merde » et le frappent de plusieurs coups de couteau. Jorge devait mourir peu après. Ses trois assassins, Juan Miguel Gomez Gonzalez, Jose Maria Vargas et Juan Llobregat viennent d'être condamnés à une amende de 50 000 pesetas chacun. Maintenant, quand on vous posera la question : « Combien "vaut" un anarchiste ? » vous aurez la réponse prête.

## Relations internationales

ces principales et il s'agit là d'un obstacle économique incontournable à un certain niveau, car aucune culture de substitution n'est proposée.

Ce pays latino-américain a une dette extérieure relativement faible et une inflation limitée (25%), par rapport aux autres pays de ce continent. Ce pays a aussi rencontré, en 1987, une augmentation du produit national brut de près de 7%, qui n'est évidemment pas répartie (équitablement), puisque 35% des Colombiens vivent actuellement en-dessous du minimum défini par les organismes internationaux.

— R.I. : On dit de la Colombie qu'elle est une démocratie, sans vraiment parler de dictature, en tous cas, pas au sens de celles du Chili, d'Argentine, etc. Comment peut-on expliquer la situation actuelle de la Colombie ?

— C.C. : La situation de la Colombie est, je crois, tout à fait différente de celle du Chili sur le plan formel et sur celui de la démocratie. Il existe, indiscutablement, en Colombie des institutions démocratiques. Il y a d'ailleurs un espèce de juridisme extraordinaire, eu égard à la réalité de la situation de ce pays. Juridisme qui fait que l'on a un président de la République, un gouvernement, un Parlement avec des sénateurs et des députés au niveau national et au niveau régional. La Colombie se vante, d'ailleurs, d'avoir été le premier pays, il y a 145 ans, à avoir traduit la Déclaration des droits de l'homme. Ce pays a résisté à deux coups d'Etat, mais cela ne doit nullement masquer la réalité. Nous ne sommes pas dans un Etat de dictature militaire, mais le problème que l'on se pose est de savoir qui a le pouvoir.

Nous avons constaté que les institutions ne fonctionnent pas. Nous faisons partie d'une mission judiciaire d'observation et nous nous sommes rendus compte, par exemple, que l'Etat ne remplit pas sa mission de protection de la vie des citoyens. Les membres du gouvernement nous ont d'ailleurs dit ne pas avoir les moyens de poursuivre les auteurs de délits. Cela engendre un sentiment d'insécurité totale dans ce pays, un sentiment de défiance vis-à-vis des institutions. On préfère recourir à la justice privée. Toutes les forces démocratiques et d'opposition qui tentent de s'exprimer sont systématiquement éliminées. C'est important : on a en Colombie l'impression d'un problème de violence qui est entre autres, dû aux narcotrafiquants et à la drogue. Je crois que cela n'est qu'un phénomène.

Un phénomène parce qu'il existe, aujourd'hui, en Colombie une politique systématique d'élimination de l'opposition, que je dirais de gauche. Celle-ci se regroupe au sein de l'Union patriotique (U.P.), née des accords de trêve avec la guérilla et qui regroupe le parti communiste, ainsi qu'un certain nombre de forces de gauche. Pour donner un chiffre : 114 dirigeants de l'Union patriotique, dont le président Jaime Leal, et un peu plus de 500 militants assassinés. Tous les jours des gens de l'U.P. tombent sous les balles. La situation est réellement très complexe et on ne peut faire un amalgame avec le Chili. Elle est très complexe parce que l'origine de la violence est très diverse.

Qui a intérêt à cette élimination systématique ? D'abord l'ensemble des forces qui détiennent le pouvoir, et notamment le parti libéral et

le parti conservateur, qui se sont toujours partagés le pouvoir, y compris dans la désignation des juges. Ils sont traversés par des courants favorables à une ouverture démocratique, mais avec une majorité s'y opposent. Ce système de bipartisme s'oppose donc à l'apparition de l'Union patriotique et d'autres forces d'opposition.

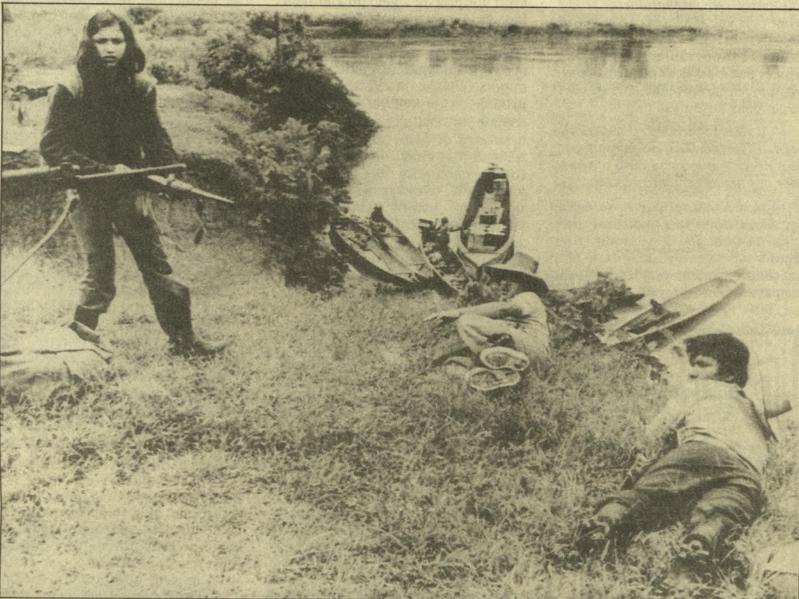
Il y a, aussi, de grands propriétaires terriens opposés à toute réforme démocratique. A ce niveau-là, les massacres importants de paysans sont tout à fait significatifs des raids menés par ces grands propriétaires, au moyen des « Cicarillos », c'est-

et paysans, travaillant dans les champs de bananiers, qui ont été assassinés. Cela montre que ce n'est pas un phénomène de violence aveugle, qui frappe n'importe où. Cette violence touche d'ailleurs aussi les étudiants, les professeurs d'université et les défenseurs des droits de l'homme.

Dès lors que vous participez, même sous une forme limitée à un mouvement d'expression démocratique, vous le faites au péril de votre vie. Ce qu'on ne sait pas en Europe, c'est que la réalité du pouvoir est détenue par un certain nombre de secteurs qui s'opposent à toute

« modernisme » et de méthodes tout à fait étonnantes.

Lorsque les narcotrafiquants investissent dans le café ou dans des usines, les salaires des ouvriers sont beaucoup plus élevés et les méthodes d'exploitation plus modernes. Le procureur de la République a lui-même dit qu'il faudrait dialoguer avec les narcotrafiquants, et qu'il n'était pas opposé à une légalisation de la drogue. Il y a cependant un réel problème, car cela peut permettre à certains groupes de manipuler des gens dans un sens fasciste ou autre.



à-dire de tueurs à gage qui, pour 200 ou 300 dollars, exécutent la personne qu'on leur indique. Il y a aussi les grands entreprises et leurs dirigeants qui sont opposés à des réformes démocratiques, sans oublier certains secteurs de l'armée qui, en liaison avec des groupes para-militaires, exécutent souvent les basses œuvres qui leur sont demandées par les précédents.

Nous savons que, directement ou indirectement, des membres des forces armées participent aux massacres de syndicalistes, de paysans ou de dirigeants de l'U.P. Nous avons recueilli, lors de notre mission, des informations tout à fait éloquentes. Y participent aussi les narcotrafiquants qui sont mûs par une certaine idée de la sécurité nationale, et qui travaillent avec des groupes para-militaires, des groupes d'extrême droite. Ils sont opposés, bien que cela ne soit pas très clair, aux mouvements démocratiques dans la mesure où ces derniers constituent un frein à leur commerce. Il faut ensuite ajouter la guérilla qui participe à ce climat de violence, et qui, pour certains mouvements, pratique aussi la politique du rançonnement.

On obtient ainsi une situation de violence extrême avec, en 1987, 1 651 personnes assassinées... Il y a eu aussi 109 disparus, mais cela est beaucoup moins usité que dans d'autres pays, comme le Chili, car là-bas plutôt que de faire disparaître les gens on les assassine. Ici, on ne parle bien sûr que des assassinats politiques, sans parler de la violence commune.

L'institut médico-légal de Medellín a recensé 2 306 personnes blessées par balle en 1987. Il y a, paraît-il, entre 8 et 10 personnes assassinées chaque jour à Medellín. Vous avez sans doute entendu parler du massacre, il y a quelques semaines, près de la zone d'Uraba, de 42 ouvriers syndiqués (sans parler des militants)

avancée démocratique et qui éliminent avec une violence qui, me semble-t-il, en Amérique latine est actuellement peu semblable à d'autres pays. Nous allons tenter d'alerter l'opinion internationale de la situation colombienne, et je voudrais rendre hommage aux militants colombiens s'opposant à cette situation, et qui le font avec un courage à la limite de l'héroïsme.

— R.I. : Pour revenir un peu sur la drogue, qu'est-ce qui explique que la Colombie soit aussi touchée par la drogue alors que d'autres pays aux alentours, sauf peut-être la Bolivie, ne semblent pas touchés ?

— C.C. : L'origine, ce sont les possibilités offertes, par l'avion et par le bateau, aux trafiquants. Auparavant, la Colombie était un grand producteur de marijuana, mais les Etats-Unis, maintenant, se suffisent à eux-mêmes, puisque la première culture avant le maïs est la marijuana. La production s'est transformée en Colombie vers la cocaïne.

Les Etats-Unis ne sont d'ailleurs pas, non plus, toujours exemplaires dans la lutte contre la vente des drogues. Je prendrai comme exemple les ventes d'armes destinées aux « contras » payées au moyen de la drogue. Et ils aideront plus facilement les « contras », qu'ils ne s'opposent à la vente de la drogue.

L'argent de la drogue, en Colombie, vient de plus des Etats-Unis, car cet extraordinaire commerce de la drogue a pour origine ce pays. Il y a donc là une dimension internationale de la drogue. La drogue constitue de plus, pour beaucoup de paysans, leur unique ressource de vie. Les narcotrafiquants ont un pouvoir économique très fort, et ils ont réalisés un certain nombre d'investissements extrêmement rentables, et font preuve d'un

— R.I. : Comment réagissent les Etats-Unis par rapport à cette situation de pouvoirs de styles féodaux ?

— C.C. : La situation de l'ambassade américaine, qui s'est transformée en véritable forteresse, est tout à fait significative ; ils ne savent pas comment prendre cette situation. Que la C.I.A. s'implique à certains niveaux, ou qu'il y ait des stups pour les forces armées colombiennes à Panama, c'est certain, mais je crois que la complexité de la Colombie échappe tant au gouvernement local qu'au gouvernement américain.

— R.I. : Comment les militants défenseurs des droits de l'homme arrivent-ils à mener à bien leurs tâches ?

— C.C. : Il y a le Comité permanent de défense des droits de l'homme. Des gens de toutes tendances s'y retrouvent, et parmi ceux-ci un certain nombre a été assassiné. Par exemple, une jeune femme qui nous a accueillies, lors de notre mission, devait changer tous les soirs de domicile et bientôt elle devra sans doute quitter le pays.

— R.I. : Pour ceux qui réussissent à quitter le pays, quel est leur chance de survie ?

— C.C. : Les exilés colombiens partent là où ils peuvent, et notamment en Argentine, malgré les risques, et en Espagne. Le préfet de Seine-Maritime avait transmis, à la demande de l'ambassade de Colombie à Paris, la liste des réfugiés dans son département. Il y a eu aussi de la part de l'ambassade, sur la demande du ministre de la Défense de Colombie, une enquête faite au sein du comité France-Colombie pour savoir quelles étaient les activités de ce comité ; cela pour montrer les difficultés que peuvent rencontrer les réfugiés.

Interview réalisée par les Relations internationales

MAI 68

# Cabu : un dessin hors du commun

Premier itinéraire abordé pour cette évocation de Mai 68, celui de Cabu, dessinateur humoristique qu'on ne présente plus. *Hara-Kiri*, *L'Enragé*, *Charlie-Hebdo*... l'esprit subversif de la fête, celui de Mai 68.

La rédaction

— Cabu : En 68, j'avais 30 ans, j'étais dessinateur à *Hara-Kiri* et à *Pilote* ; mais ces deux journaux ne paraissaient pas dans cette période et je me suis donc recyclé dans *L'Enragé*, le journal créé début mai par Siné et Wolinski. *L'Enragé* était vendu par colportage, à la criée sur les trottoirs, parce que les kiosques étaient fermés ; ça a très bien marché parce que, évidemment, il n'y avait plus aucune censure, on faisait des dessins qui dans un journal ordinaire nous auraient valu des procès ou ne seraient même pas passés, parce que les rédacteurs en chef se seraient dégonflés.

— Radio-Libertaire : La période était différente, on ne pensait pas aux procès, on cherchait à s'exprimer le plus largement possible.

— C. : Voilà, et puis si tu veux, les vieux cons la ramenaient pas, c'est ça dont j'ai le souvenir... on était sur une planète où les méchants avaient momentanément disparu ; on croyait naïvement

type qui avait l'esprit critique assez développé. Il faut dire aussi, le climat s'y prêtait, il faisait beau, c'est un temps qui favorisait la convivialité.

— R.-L. : Tu as fait des dessins dans d'autres journaux ?

— C. : Oui quelques-uns dans le journal des étudiants, *Action*, et dans les *Cahiers de Mai*. On devait avoir l'espoir des gens qui avaient fait la Libération de Paris, qui croyaient que la presse allait devenir intelligente et ne serait plus aux mains de quelques magnats. Là, on a été vite déçu, c'était une parenthèse qui s'est vite refermée, mais comme tu dis, dans les têtes de beaucoup de gens, ça ne s'est pas refermé tout à fait. Je me demande toujours pourquoi cette haine vis-à-vis de 68 ; c'est justement parce qu'ils ont compris que c'était un moment subversif, un des rares moments où les gens faisaient fonctionner leur esprit critique.

— R.-L. : Oui, ils ont vraiment eu peur, ils ont senti que ça leur échappait.

— C. : Voilà, oui... et puis c'était la consommation qui s'arrêtait ; un des slogans c'était : « Non à la société de consommation », c'est formidable une idée comme ça. Je pense qu'ils ont récupéré les gens par la consommation, ça a commencé par le retour de l'essence qui a été concerté vraiment du jour au lendemain...

— R.-L. : Et puis il y a eu la chienlit tricolore sur les Champs-Élysées, les élections, tu as pensé que c'était complètement foutu ?

— C. : Si tu veux, en gros depuis mon service militaire — moi j'ai fait l'Algérie — j'avais compris pas mal de choses ; je suis revenu en 1960, j'ai eu la chance de rentrer tout de suite dans l'équipe d'*Hara Kiri* et c'était déjà l'esprit de Mai 68. Donc j'ai toujours été dans ce bain, et je me suis dit on a semé des choses car, je pense, comme les situés, comme des milliers de gens on a semé une petite graine et brutalement...

Et puis c'est grâce à Mai 68 et au succès de *L'Enragé* que Cavanna a décidé de lancer *Hara Kiri Hebdo* au début 69, car auparavant il pensait qu'un hebdo ne vivrait pas ; à la mort de de Gaulle en 1970, il a été interdit pour son titre, « *Bal tragique à Colombey : 1 mort !* », et c'est devenu *Charlie-Hebdo*.

— R.-L. : Pour beaucoup *Charlie-Hebdo* c'était vraiment une prolongation de 68, un journal dans lequel on pouvait découvrir l'écologie à travers Fourmier, le free-jazz à travers Delfeil de Ton, avec l'esprit de 68, l'humour, l'insolence...

— C. : Pendant des années on a eu 5 à 600 000 lecteurs, qui étaient des soixante-huitards, mais ce public s'est peu à peu amenuisé et, un jour, dans les années Giscard, les étudiants ont moins lu. Giscard était très malin, il a compris qu'il ne fallait pas interdire un journal, il a commencé à dépolitiser complètement les jeunes et ça a marché ; à partir de là on n'avait plus que 25 000 lecteurs, *Charlie-Hebdo* s'est arrêté en 1981.

Mais, c'est vrai, dès 1960, dans *Hara Kiri* il y avait des slogans anti-consummation ; je crois que c'était la première prise de conscience ;

avec l'antimilitarisme puis plus tard l'écologie, c'étaient les thèmes porteurs. Donc moi, je pense qu'avant, pendant, après les idées de 68 sont bonnes et je ne cracherai jamais sur 68, c'est un des rares moments de liberté qu'on a eu.

— R.-L. : Tu as travaillé ailleurs ?

— C. : J'ai travaillé un peu partout, car *Charlie-Hebdo* n'a jamais nourri son homme. J'ai aussi fait de la télé, avec Polac et aussi dans une émission pour enfants sur Récré A2, c'est important le public des enfants. Chaque semaine, dans la revue de presse de Polac, on faisait des dessins qui ne passaient nulle part ailleurs, on retrouvait un peu *Charlie-Hebdo*.

Et puis y a eu le *Canard enchaîné*, j'y suis depuis 1982 parce qu'il n'y a plus que ça comme journal où l'on peut s'exprimer. Mais je m'aperçois que je fais toujours beaucoup de dessins sur les thèmes de 68 finalement, c'est des thèmes éternels de liberté, de réflexion...

— R.-L. : Est-ce que tu penses comme certains voudraient nous le faire croire que 68 a été une période négative, que ça ne sert à rien de croire qu'on peut changer la vie ?

— C. : De toute façon, pour moi, et pour beaucoup d'autres, c'est positif. On aura toujours à lutter contre leurs slogans à eux, c'est-à-dire « Les écolos sont payés par Moscou », « Les pacifistes sont à l'Ouest, les missiles sont à l'Est » ; si tu réponds « F.O. a été subventionnée par la C.I.A. », ça a été prouvé, mais on trouve ça normal, on ne retient que les écolos ont été payés par Moscou, sans preuve !

Mais faut pas se faire avoir par ceux qui voudraient te traiter de ringard ; 68 c'est des idées éternelles, complètement en-dehors de la mode ; c'est pour ça que c'est toujours vivace et que ça énerve justement les gens qui suivent la mode.

— R.-L. : Ce qui était aussi important à l'époque c'est que la politique n'était plus réservée à des spécialistes ; elle touchait tous les domaines, la vie quotidienne, la musique...

— C. : Oui, c'était une tentative de démocratie directe. Il faudra



« Charlie-Hebdo » (1980).

refaire ça parce que rien n'a changé, les gens sont toujours aussi malheureux à leur travail, ils ont la trouille du chômage, on a réussi à leur faire peur avec tout, leur voisin, les étrangers... Le phénomène Le Pen s'appuie sur toutes les trouilles qu'on avait un peu réussi à évacuer alors ; si c'est délibérément que les socialistes ont choisi la proportionnelle pour installer Le Pen et sa bande pour faire chier la droite, c'est dégueulasse, comment on va s'en débarrasser maintenant !

— R.-L. : De toute façon, les gens ne peuvent accepter éternellement la vie actuelle, ça finit par leur peser ; et puis ceux qui « refont » l'Histoire sont toujours surpris, comme en 68 ou en 86, car l'Histoire se passe aussi dans la peau des gens.

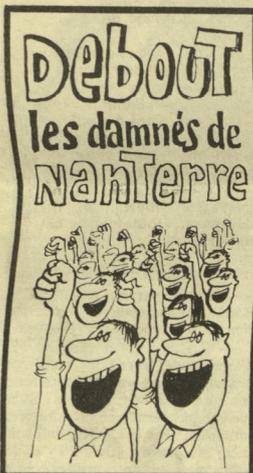
— C. : L'année 1986 ça été un clip ; ça a pas duré longtemps, mais espérons qu'il y aura d'autres clips comme ça.

Quand je dis que je suis soixante-huitard ça fait le mec qui n'est pas dans le coup, mauvais citoyen parce qu'il ne consomme pas. Pourtant on avait réussi à débarrasser les gens de leurs angoisses, ils se parlaient. Bien sûr, y a plusieurs 68, chacun peut raconter le sien, moi j'ai le souvenir d'un piéton, pas plus.

Ce qui m'a étonné c'est qu'il y ait des doctrinaires qui ont essayé d'« endoctriner » 68... c'était pas ça 68, pour moi, c'est justement pas ceux qui étaient politisés à l'époque comme la Gauche prolétarienne et tout... Ils se sont greffés là-dessus évidemment, avec leur analyse politique qui était assez juste, mais c'était après.

Et on n'a retenu que ces gens-là... qui étaient tristouilles aussi, y faisaient pas tellement la fête eux !

— R.-L. : Ça me rappelle un slogan de 68 : « La doctrine tue la vie »...



Siné.

qu'ils allaient se convertir, que l'intelligence allait gagner enfin !

— R.-L. : Tu allais un peu partout, tu rencontrais des gens, comment ça se passait ?

— C. : Tous les jours je me promenais, j'allais beaucoup à la Sorbonne, mais, pas d'une manière militante, comme un promeneur dans Paris quoi ! J'avais une bicyclette à l'époque et, pour moi, Mai 68 c'est vraiment une autre vision de Paris ; si tu veux, Paris sans voiture c'est une ville formidable et ça, jamais on n'a retrouvé une ville pour le piéton et les vélos ; les Champs-Élysées quand tu les descends, que tu as toute la largeur pour toi, en vélo, c'est une sensation extraordinaire...

— R.-L. : Tu te souviens de gens précis que tu as rencontré ?

— C. : Je me rappelle de Mouna, mais il y avait beaucoup de Mouna finalement, y avait beaucoup de petits groupes dans les rues qui discutaient spontanément ; ou s'assemblaient autour d'une grande gueule, quelques fois c'était un militant, mais souvent simplement un



**ESCLAVE!  
CHOISIS TON MAÎTRE!**

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

## ESPÉRANTO

## Un réseau d'amitié

**P**RÉSENTÉE l'été dernier, lors du congrès de S.A.T. à Boulogne-sur-Mer, l'idée d'un tourisme différent, socio-culturel, non commercial, destiné aux personnes qui parlent l'espéranto, est maintenant une réalité : 112 personnes de 24 pays (dont l'U.R.S.S., la Pologne, Israël, le Brésil, la Chine...) se sont déjà inscrites, et tout ceci avec une publicité très limitée. Ce n'est qu'un début.

Plutôt que la visite de monuments, ce réseau amical vise bien plus à favoriser une meilleure connaissance des habitants, des structures sociales, des conditions de vie et des activités professionnelles ou de loisirs, et à permettre des échanges et recherches sur des sujets divers.

Un recueil d'adresses de 80 pages, avec diverses informations utiles, est adressé à tout adhérent. La cotisation, qui donne droit d'utiliser ce service, ne coûte que 25 F (y compris l'acquisition du recueil d'adresses). On peut acquérir cette brochure à la librairie du Monde libertaire, et pour toutes informations complémentaires contactez : Amiceka Reto, Gérard Rollin, 63, rue de la République, Charge, 37530 Amboise.

Yves PEYRAUT

Un service régulier et pratique l'abonnement

## PALAIS DE TOKYO

## Le Voyage surprise

**S**i, par un jour triste et pluvieux, vous éprouvez le désir de vous mettre de la joie au fond du regard et beaucoup de chaleur sous la chemise, rendez-vous au Palais de Tokyo où, au sous-sol, le musée de la photographie vous proposera une très belle exposition du Tchèque Josef Koudelka.

La fréquentation du palais de Tokyo réserve à ceux qui ont l'envie de s'intéresser à l'histoire de la photographie, des expositions mensuel-

les toujours passionnantes et très riches sur les grands classiques (Nadar, Atget, Raymond Depardon, Robert Frank, William Klein, etc.), mais aussi des manifestations visant à faire connaître les techniques du passé (héliogravure, tirage au charbon) ou des courants d'avant-garde. A savoir : l'entrée est gratuite pour les abonnés du Centre Georges-Pompidou.

En ce qui concerne Josef Koudelka, les œuvres exposées sont

chargées d'une telle émotion et d'une telle force que je vous invite simplement à aller les voir. Il s'agit de photos prises lors du printemps 1968 à Prague, d'un reportage très poignant sur les gitans de Tchécoslovaquie, de clichés réalisés au cours de voyages en Espagne, au Portugal, en Irlande... où toujours prime l'humain, sa gravité, sa douleur, mais aussi son inexplicable pouvoir de consolation. Enfin une série de travaux plus récents, sur des paysages urbains et industriels en format panoramique, fait preuve d'une nouvelle recherche plus axée sur les formes et les contrastes du monde et de ses constructions. C'est étrange et fascinant.

Pour continuer le voyage surprise, en remontant l'escalier du musée, vous ne manquerez pas de rendre visite à Monsieur Prévert, visite qui s'éternisera certainement car vous retrouverez tous ses amis au rendez-vous : les peintres Ernst, Braque, Picasso, Miro, Tanguy ; les sculpteurs Arp, Giacometti (un splendide *Homme qui marche*) ; le photographe Doisneau ; le poète Michaux ; le cinéaste Carné ; le décorateur Trauner ; le groupe Octobre ; les complices de toujours : Arletty, Juvet, Brasseur, Bussiére, Baquet, et son frère : Pierre Prévert. Puis il y aura quelques poèmes sur les murs, les livres dans leurs éditions originales et illustrées, les papiers collés ; les affiches, le décor recréé de la cité Verron et de lieux que fréquentait Prévert ; bref, un labyrinthe dans un univers de tendresse, de talents, de rire, de révolte... En plus, au fond du labyrinthe, vous pourrez assister à la projection de courts métrages dont *Paris mange son pain* de Pierre Prévert, *La Seine a rencontré Paris* de Joris Evens, *Le roi et l'oiseau* de Paul Grimaud et Jacques Prévert.

Ce qui est formidable dans cette exposition, c'est qu'on a l'impression d'avoir été personnellement invité, de figurer sur toutes les photos, dans tous les décors, de rire en compagnie de tous ces visages espiègles et généreux. Avec Prévert, le génie reste à hauteur d'homme et de cœur !

Florence GUILLAUME

Pour prendre les billets du Voyage surprise, descendre au métro Iena, puis se rendre au 13, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris.



## RADIO-LIBERTAIRE

## Emission en langue chinoise

**L**E 15 mars 1987 débutait sur Radio-Libertaire une émission hebdomadaire en langue chinoise, initiative que l'on peut mettre en rapport avec les échos en France du mouvement étudiant chinois. En effet, début janvier 1987, les animateurs de la revue *Izok*, qui préparaient un numéro sur la Chine, invitaient sur Radio-Libertaire des amis chinois dont plusieurs allaient être à l'origine de l'émission en langue chinoise... Un an après, on peut dresser un premier bilan.

## Un besoin précis

Les 100 000 asiatiques qui habitent Paris et la région parisienne constituent une communauté bien plus composite que l'on ne peut penser de l'extérieur. Certains sont originaires de

l'Asie du Sud-Est (Vietnam, Cambodge), d'autres de Taiwan, de Chine communiste ou de Hongkong. Bon nombre d'entre eux parlent très peu ou pas le français, sans pour autant lire le chinois, en raison du bas niveau d'instruction. Les jeunes scolarisés en France parlent certes le chinois, mais ne savent souvent pas le lire et l'écrire.

Cela pour dire à quel point l'émission en chinois de Radio-Libertaire répond à un besoin précis et peut constituer un précieux outil d'information et de communication. D'autant plus précieux, qu'indépendant, chose suffisamment rare pour être signalée. Les deux quotidiens et l'hebdomadaire en chinois disponibles en France sont financés et contrôlés par la Chine populaire, Taiwan et Hongkong. Précisons que tous

ces journaux annoncent régulièrement les programmes de Radio-Libertaire en chinois, ce qui indique bien le poids de cette dernière.

Quelques mots sur l'organisation de l'émission. Dans une première partie, il y a les informations : sur les pays asiatiques mais aussi sur la France et les événements internationaux qui concernent les asiatiques. Des commentaires de sources contradictoires accompagnent ces informations. Ensuite, il y a un entretien avec un écrivain, un peintre, un médecin ou un acteur chinois vivant en France ou de passage. Parfois, on prépare collectivement des émissions thématiques : sur la poésie contestataire chinoise, sur la littérature enfantine, etc.

## Un public important

Il n'est pas facile de se faire une idée précise sur le public qui, en règle générale, est peu politisé. Lors de l'émission spéciale de la veille du nouvel an chinois, les téléphones de la radio ne cessaient de sonner. L'émission sur la médecine, par exemple, a suscité le courrier le plus volumineux. Mais nous sommes écoutés aussi dans les prisons ; un jeune Chinois de Fresnes immigré clandestin, nous a récemment écrit... Pour conclure, rappelons que la plupart des animateurs (tous bénévoles) sont étudiants, ce qui engendre une certaine instabilité. Les équipes tournent beaucoup ; cependant, il y a un noyau stable. Mentionnons, enfin, que cette émission est l'un des très rares lieux où se retrouvent dans une activité commune des gens originaires de la Chine communiste, de Taiwan, du Cambodge ou de Hongkong.

Chan et Nicolas

## Un maquis d'antifascistes allemands en France

Dans l'histoire du mouvement ouvrier international, il est une cassure, un trou dans la mémoire collective. Ce trou concerne la Seconde Guerre mondiale et, en particulier, la Résistance. Or, voilà un livre (1) qui nous redonne espoir. Non, les gaullistes et les communistes français n'étaient pas les seuls résistants en France. Non, ils n'étaient pas tous des « patriotes », ces résistants de nos livres d'histoire. Non, les anarchistes ne s'étaient pas tous évanouis dans les landes brumeuses de l'indifférence. Qu'on en juge plutôt !

Ce maquis, essentiellement composé d'ex-brigadistes allemands ayant combattu en Espagne, rassembla jusqu'à dix nationalités différentes dans ses rangs ! Tous, ou presque, militants politiques : communistes, anarchistes, socialistes notamment. Ce livre, construit comme un cahier racontant la vie au jour le jour de ces partisans antifascistes, nous fait prendre conscience de leurs sacrifices, de leurs espoirs aussi pour voir se lever une aube nouvelle sur un monde enfin débarrassé de la « bête immonde ».

Des photos, des documents inédits, la soit de partager, la recherche de la vérité : de bien bonnes raisons pour lire ce livre captivant ô combien ! A noter enfin que c'est à Max Chaleil qu'on doit cette édition, comme on lui doit de nombreuses parutions d'ouvrages libertaires. Un seul regret, toutefois, c'est son prix : 140 F.

Daniel DENIM

(1) D'Evelyne et Van Brès, Les Presses du Languedoc.



## PRESSE

## « Zéro positif »

**L**E mensuel *Zéro* a fait depuis quelques mois peu neuve. Si Cavanna est parti pour aller écrire dans *Ecologie Infos*, d'autres rédacteurs sont arrivés pour faire vivre *Zéro* et lui donner un autre visage. *Zéro* est aujourd'hui devenu un des meilleurs pourfendeurs d'injustices. Un journal qui doit permettre « aux sans-grades que nous sommes de résister à ceux qui se foutent de nous », comme l'a écrit Jacques Bachelon, le rédacteur en chef, dans son éditorial de décembre.

Toutes les affaires politiques du moment sont au sommaire des derniers numéros de *Zéro*. Ce journal a décidé de dénoncer toutes les magouilles car, comme l'écrit encore Bachelon, « à peine issus du suffrage universel, avant même d'avoir oublié la couleur inscrite sur leur bulletin de mauvaise foi, (les hommes politiques) ne pensent qu'à s'enrichir. La fortune étant synonyme de pouvoir, le bien public est jeté aux orties... jusqu'aux prochaines élections ».

Le scandale de ventes d'armes, les morts suspectes de Boulin et de de Broglie, les sales coups de la « notaire connection », le 4<sup>e</sup> rebondissement de l'affaire Grégory, l'imposture nucléaire... *Zéro* parle de ce dont les autres journaux ne parlent déjà plus. Il est devenu le mensuel indispensable pour tous ceux que les injustices révoltent. On retrouve dans *Zéro* les signatures de Jacques Bachelon, Jean-Marie Sterkel, José Biblio et également Jacques Bidalou, l'ancien juge du tribunal d'Hayange, aujourd'hui radié de la magistrature pour avoir osé mettre son nez et ses pattes dans des dossiers qui sentaient mauvais. Pour lui, c'est l'occasion de continuer le combat et cet magistrat a vraiment beaucoup de choses à raconter. Gébé, Michel Folco, Hugot, Willem, Pichon, Siné et Batellier sont également là.

Le nouveau *Zéro* est arrivé. A lire ! Ce « n'est pas le flash qui permet d'éclairer la scène mais tente d'apporter l'éclairage montrant comment fonctionne notre société qui se fissure, craque, casse, impose le doute face à la Justice », écrit Bachelon dans un de ses éditoriaux. *Zéro*, un journal de combat. « Le combat comme forme supérieure de l'amour ».

DIOGÈNE

## Programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 31 mars

« N'importe quoi de préférence » (10 h à 12 h) : exceptionnellement, émission poétique. Les chansons de Billitis (rediffusion).

Vendredi 1<sup>er</sup> avril

« H. comme Hasard » (12 h à 14 h) : l'archéologie du zéro (recaiffusion).  
 « Radio-Espéranto » (18 h à 19 h) : biographie de Nelson Mandela (suite).  
 « L'invité du vendredi » (19 h à 20 h) : avec la Ligue des droits de l'homme.

Dimanche 3 avril

« B.D.D.A. et Cie » (20 h 30 à 22 h 30) : avec comme invité, Robert Gigi ou « B.D. et Idéologie ».

Mardi 5 avril

« Histoires courtes » (15 h à 16 h 30) : lectures courtes (textes anarchistes).



## LUTTE OUVRIÈRE

## Une candidate pour quoi faire ?

**D**U temps de Marx et d'Engels le parlementarisme ouvrier pouvait à la rigueur se comprendre dans la mesure où le mouvement ouvrier tentait de s'organiser et où il n'était évidemment pas en mesure de faire un bilan de son expérience historique dans ce domaine. Je dis à la rigueur parce que les théoriciens de la social-démocratie allemande auraient pu prévoir les conséquences de leurs pratiques électorales. Bakounine, lui, avait développé une argumentation critique qui s'est entièrement vérifiée par la suite.

## Le parlementarisme

Malgré certaines critiques sur le « crétinisme parlementaire », qu'on retrouve çà et là chez Marx et Engels, la conception qui prédominait dans leur pensée était que lorsque le parti socialiste serait suffisamment développé le mouvement ouvrier deviendrait majoritaire au Parlement, et alors on pourrait transformer la société.

Les attaques contre le « crétinisme parlementaire » ne visent pas le principe de l'action électorale mais sa mauvaise application. Du temps de Bakounine, le marxisme c'était l'action parlementaire : « On peut concevoir que la vieille société pourra évoluer pacifiquement vers la nouvelle dans les pays où la représentation populaire concentre en elle tout le pouvoir, où, selon la constitution, on peut faire ce qu'on veut, du moment qu'on a derrière soi la majorité de la nation. » (Engels, Critique du programme d'Erfturt, éditions sociales, p. 101)

Il n'existait pas dans le mouvement ouvrier d'autre stratégie, d'autre perspective. Les marxistes révolutionnaires d'aujourd'hui expliquent le parlementarisme des pères fondateurs en disant qu'à l'époque il se justifiait pour différentes raisons, parmi lesquelles la phase de développement du capitalisme, la nécessité de s'allier avec des fractions encore progressistes de la bourgeoisie contre les couches féodales, etc.

## Un erreur d'analyse

En fait, comme le suggère Bakounine, il s'agirait plutôt de la part de Marx et d'Engels, d'une erreur d'analyse sur la nature du système. Imaginer, même en 1870, que parce que la constitution le permet, on peut exproprier les capitalistes, ou penser que le service militaire va en quelques années rendre les trois quarts de l'armée socialiste, révèle une carence au niveau de l'analyse du système capitaliste et de l'Etat. Il faudra attendre le bolchevisme pour que le marxisme devienne véritablement antiparlementaire, et Lénine ne fera que répéter ce que Bakounine avait déjà dit 50 ans avant lui.

Bakounine a fait une critique extrêmement poussée de la stratégie parlementaire, qu'il n'est pas dans mon propos de développer ici, mais qu'on peut résumer en trois points :

1. La démocratie parlementaire est un masque que les démocrates bourgeois gardent tant que leurs intérêts fondamentaux ne sont pas menacés, mais il « suffira toujours d'une affirmation sérieuse, pas seulement en paroles, de revendications ou d'instincts socialistes de la part du peu-

ple, pour qu'ils se jettent aussitôt dans le camp de la réaction la plus noire et la plus insensée. » (1).

2. La stratégie parlementaire présuppose l'idée selon laquelle, le prolétariat sera un jour numériquement majoritaire. Dans l'hypothèse où les faits démontrent qu'une telle éventualité est impossible — ce qui est le cas — il est nécessaire d'avoir recours à des alliances. Or, dit Bakounine, « toutes les expériences de l'histoire nous démontrent qu'une alliance



conclue entre deux partis différents tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde ; cette alliance affaiblit nécessairement le parti le plus avancé, en amoindrissant, en détruisant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même. » (2).

3. Enfin, dernier point, peut-être le plus important : la véritable fonction de la démocratie parlementaire n'est pas de garantir la liberté du citoyen mais de créer les conditions favorables au développement de la production capitaliste moderne. L'Etat républicain présente l'avantage de garantir avec « plus de force et de façon beaucoup plus sûre, à la riche et rapace minorité, l'exploitation, en toute tranquillité et sur une immense échelle, du labeur du peuple. » (3).

En d'autres termes la démocratie représentative est par nature un système bourgeois.

Mais tout cela les marxistes révolutionnaires le savent bien. En réalité, sur l'analyse de la nature du système représentatif ils se sont entièrement alignés sur les positions de Bakounine. Ils savent que la démocratie parlementaire est un instrument du capital et que la première fonction de la révolution est de la détruire.

Lutte ouvrière par exemple affirme lutter « pour un pouvoir exercé non par quelques poignées de députés incontrôlables ou incontrôlés (mêmes révolutionnaires), mais par les travailleurs eux-mêmes à tous les échelons de la vie sociale. » (4). « Il ne s'agit évidemment pas de faire croire qu'il suffirait d'une majorité de députés ouvriers (si même cela était mathématiquement possible) au parlement bourgeois, pour transformer celui-ci en instrument du pouvoir ouvrier. Il s'agit au contraire, là aussi, de lutter contre toutes les illusions électorales et de démontrer le caractère de classe du pouvoir en place, et la nécessité pour le prolétariat de le détruire. » (5).

Et pour préparer la destruction du pouvoir en place, sans préciser par quoi on va le remplacer sinon en disant que le prolétariat doit « s'occuper lui-même de ses propres affaires », que les travailleurs doivent « prendre eux-mêmes leur sort en mains », on invite les électeurs à effectuer un « vote qui soit vraiment un vote de classe ».

Mis à part l'argument du « vote de classe » dans une institution qui est celle de la classe adverse, il apparaît donc que dans l'ensem-

blage de la classe ouvrière sur l'action parlementaire est le même que celui des anarchistes. Sur quoi donc justifient-ils la participation quand même aux élections ?

## Une tribune ?

Le premier argument est : « les campagnes électorales fournissent une tribune ». L'argument semble parfaitement légitime. Pourquoi en effet se priver d'une tribune grâce à laquelle on peut s'adresser aux travailleurs et avoir une audience qu'on ne peut avoir en temps normal ? Mais reste posé le problème de savoir s'il est souhaitable ou efficace à long terme de participer à un jeu dont les règles sont truquées. Car en y participant on entérine le fait que ce jeu truqué existe, on lui donne malgré tout une caution ; mais par ailleurs utiliser un jeu truqué pour essayer de démontrer qu'il est truqué, c'est démontrer implicitement qu'il n'est pas si truqué que ça...

Le danger est que peu à peu on modifie les perspectives dans lesquelles on participe. « Nous avons présenté 171 candidats », nous dit-on (6) : « nous sommes apparus comme une force politique existant au plan national » ; « pour la première fois Lutte ouvrière est apparue aux yeux de millions d'autres travailleurs qui en ignoraient même l'existence jusque-là » ; « nous sommes apparus comme un mouvement existant à l'échelle nationale et intervenant dans des problèmes politiques nationaux » ; « nous sommes apparus comme une tendance du mouvement ouvrier et non plus comme une tendance du mouvement gauchiste ».

Toutes ces proclamations se trouvent dans un pavé de 20 lignes. En fait, il s'agit moins d'utiliser une tribune que de se rassurer soi-même. La participation électorale est devenue un mode d'affirmation de soi qui donne de surcroît une légitimité à l'organisation, une reconnaissance de la part de l'extérieur. Auparavant

Lutte ouvrière pouvait bien être une organisation existant au plan national. Désormais, grâce aux élections, elle est apparue comme telle. Pas seulement vis-à-vis de l'électorat, mais vis-à-vis du parti communiste, qui reste tout de même une référence (même négative), et dont on constate avec plaisir que « bon nombre de militants ou de sympathisants (...) sont venus discuter auprès des militants de Lutte ouvrière ». Désormais nous sommes des interlocuteurs, nous sommes reconnus. Et tout cela grâce aux élections.

Le dérapage, dès lors, qui consiste à se prendre au jeu truqué, est facile : « En participant à cette campagne nous avons pour but d'apparaître comme un mouvement politique sérieux, capable d'offrir dans ces élections une autre alternative à la classe ouvrière... » Mais la vigilance reste quand même de rigueur car l'article se termine en disant que même si une partie notable des travailleurs votait pour Lutte ouvrière, « cela prouverait beaucoup de choses sur l'état d'esprit de la classe ouvrière, mais pas forcément sur les organisations révolutionnaires, ni sur leur audience, sur leur force réelle ». Reste à savoir si effectivement cela prouverait quoi que ce soit sur l'état d'esprit de la classe ouvrière.

On peut tout de même s'interroger sur l'argument de « l'audience » que fournissent les périodes électorales, et se demander si celles-ci ne sont pas plutôt pour l'organisation l'occasion d'accroître sa structuration interne. En effet, si l'organisation avait été réellement soucieuse d'étendre son audience, elle aurait pu déployer ses efforts, le moment venu, à la création d'une radio par exemple, comme l'a fait le mouvement libertaire. Il est difficile de croire que Lutte ouvrière, capable de mener des campagnes électorales, n'ait pas pu se mobiliser pour acquérir cet extraordinaire instrument : on ne peut que conclure que ce fut un choix politique...

Le deuxième argument serait : « Les campagnes électorales fournissent un tableau de la situation du mouvement ouvrier ». La présentation de candidats révolutionnaires aux élections permet aux travailleurs d'exprimer à la fois un refus de la droite et leur méfiance vis-à-vis de la gauche traditionnelle. Les révolutionnaires sont « les porte-parole des travailleurs les plus combattifs », de « ceux qui ne comptent que sur leur classe pour obtenir le changement » (7).

La consultation électorale permet de « prendre le pouls de l'ensemble de la classe ouvrière (du moins celle qui vote) et de faire le point » (la parenthèse est de Lutte ouvrière). L'objectif de Lutte ouvrière est de permettre, répétons-le, aux travailleurs d'exprimer leur méfiance vis-à-vis des formations de la gauche traditionnelle et leur volonté de lutte. Mais peut-on dire que les élections fournissent, même de façon « imparfaite et limitée, des indications malgré tout significatives sur la compréhension, l'état d'esprit et la conscience des votants » ? Si la participation a pour objet de prendre le pouls de la classe ouvrière, n'y a-t-il pas d'autres moyens ? Ne pourrait-on pas dire que le nombre de gens — et particulièrement de jeunes travailleurs — qui ne s'inscrivent

même pas sur les listes électorales, est un baromètre plus sûr ?

Là encore le risque de dérapage est grand. Puisque les élections permettent à l'organisation de s'affirmer et de décompter les voix qui la soutiennent, la tentation dans laquelle on risque de succomber est d'édulcorer le message qui passe dans les médias pour ratisser plus large, afin de justifier un score un peu plus grand que la dernière fois. Car quel mauvais effet si l'on passe de 2,5 pour cent à 1,9 pour cent ! Alors on lance des slogans le plus vague possible : « Voter le plus à gauche possible ». Les slogans de Lutte ouvrière sont caractéristiques à ce sujet : c'est du populisme pur et simple.

Si en définitive on nous dit qu'un million de travailleurs en grève peuvent « faire plus que 11 millions d'électeurs de gauche », la combativité de Lutte ouvrière s'est réduite, à la veille des élections de mars 1973, à demander au parti communiste de dire aux travailleurs « par quels moyens précis ils pourront contrôler la gestion des entreprises et de l'Etat, les profits des patrons et la police, les banques et l'armée ». Et d'appeler à voter au deuxième tour pour le candidat du P.C.F. ou du P.S. « considéré comme candidat des travailleurs ».

Le lecteur voudra bien m'excuser l'antiquité de mes références bibliographiques : les élections législatives de 1973 sont les premières auxquelles Lutte ouvrière ait présenté des candidats (171) et fournissent un exemple intéressant à analyser. Sur le fond les positions de Lutte ouvrière ont par la suite peu évolué, et on pourrait aisément repasser aujourd'hui une intervention télévisée d'Arlette Laguiller d'il y a dix ans sans que cela se remarque beaucoup — mis à part quelques rides en plus. La différence est que, l'expérience historique aidant, Lutte ouvrière appelle à s'abstenir au second tour et qu'il y a peu de chances pour qu'Arlette demande à Mitterrand des garanties sur le contrôle ouvrier des privatisations.

R. B.

(1) Bakounine, Œuvres complètes, Editions Champ libre, 1976, tomes IV, page 350.

(2) Idem, tome III, page 166.

(3) Idem, tome IV, pages 220-221.

(4) Lutte de classes, février 1973.

(5) Idem.

(6) Lutte de classes, mars 1973.

(7) Lutte de classes, avril 1973.



souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.